

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

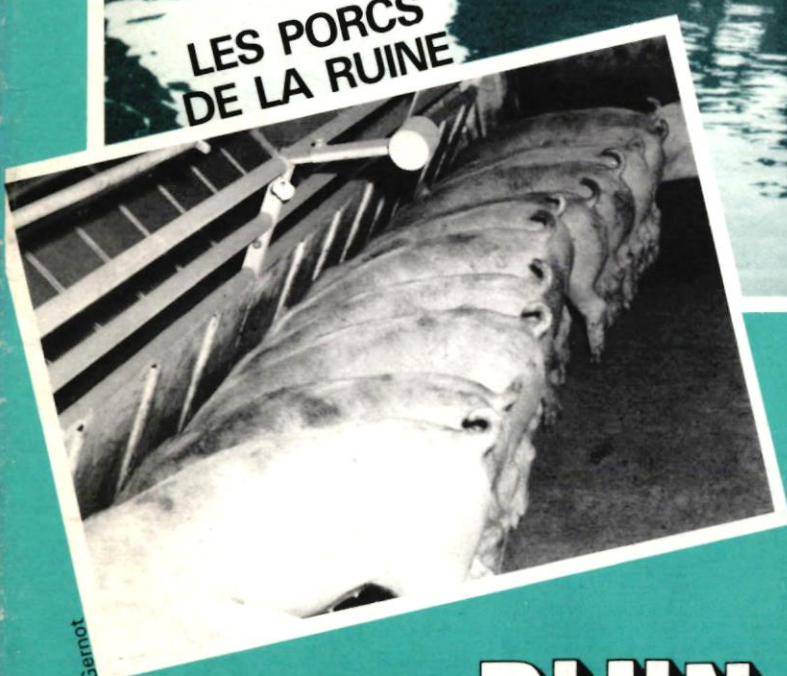
BELFAST,
ÉTÉ 1980

NUMÉRO 201
6 SEPT.-3 OCT. 80

LA PÊCHE ENVASÉE



LES PORCS
DE LA RUINE



Gernot

Yvon Boëlle/Sellit

APRES LES CRISES D'UN ÉTÉ POURRI

M 2331 - 201 - 5.00F

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

**Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)**

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Crêperie industrielle

LE DOEUFF

**Route de Bannalec
ROSPORDEN**

Tél. : 59.22.07

Ker Ys

**20, place Cornic
MORLAIX
Tél. 88.47.22**

Librairie - Disques

- Littérature bretonne - musique celtique
- Ecologie - médecines naturelles
- Philosophies orientales
- Psychiatrie - pédagogie
- EXPÉDITIONS

AR BED KELTIEK

**2, rue du Roi Gradlon
KEMPER**

*Presses et livres bretons
DISQUES ET ARTISANAT CELTIQUE
Gweltaz ar Fur
Tél. 95.42.82*



**Breiz
Kabigs**

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST

Téléphone : 44.56.65

Agence immobilière

A. BENIZE

6, rue de Glasgow - BREST

Toutes transactions

**Crêperie L'Hermine
Snack**

Maison RAUDE

7, rue Général de Gaulle

56240 PLOUAY

Téléphone : 65.01.24

MADEC Pneus

**17, rue Kerjean-Vras
BREST**

Tél. : 44.43.13

CONFISERIE

« Au Pierrot Gourmand »

Grand choix de produits diététiques
Gâteaux et fruits secs au détail

**11, rue Maréchal-Joffre
RENNES - Tél. 30.83.26**

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

TOUT AUGMENTE...

Tout augmente, ma brave dame, et parfois plus vite qu'il n'y paraît. Regardez, par exemple, le prix des timbres qui passe de 1,30 F à 1,40 F. 7,7%, ce n'est pas terrible, direz-vous ; mais pendant ce temps le prix d'envoi de ce journal a augmenté de... 77,7% ! C'est, bien sûr, ce qu'on appelle aider la presse libre ; on n'est pas en Pologne, ici, Monsieur !

Non, mais le résultat, c'est qu'une presse libre a de plus en plus de mal à vivre, et pourtant on sait que, sans elle, il n'y aurait plus aucun espoir pour la démocratie... Votre participation à cette souscription est donc (aussi) le témoignage de votre soutien à une presse pluraliste, que le tandem Giscard-Barre menace d'étouffement économique en dépit de ses déclarations libérales.

4^e liste

H. Henaff, Quimper	20,00
A.M. Kervenn, Brest	20,00
Hélène Le D., Ste Luce	20,00
Michel J., Guingamp	20,00
P. Le Put, Paris (75)	137,00
Pour les 48 pages	20,00
Eric T., Querrien	20,00
D. Le Guen, Chatelaudren	20,00
Y. Donguy, St Briac sur Mer	50,00
Commission de la Fête du PB	16,40
J. Bouchon, Quéven	20,00
Marivon J., Nogent (28)	20,00
Y. Vanzato, St Malo	50,00
G. Le Lay, Morlaix	10,00
Daniel B., Guisseney	20,00

**Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...**

**LISEZ AUSSI
POBL-VREIZH**

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 11.000 ex. - Dépôt légal : 3^e trim.
Directeur de la publication : J. Guéguénat

A. Gogé, Brest	20,00
P. Fouré, Brest	20,00
Anonyme	250,00
M.L. Trouboul, Lanester	50,00
Jean René T., St-Malo	20,00
J.M. Sauveur, Brest	25,00
J. Chateau, Pleyber Krist	20,00
B. Charles, Quimper	20,00
Anonyme, Pluguffan	10,000
Anonyme, Trévignon	30,00
Jean M., Le Relecq Kerhuon	50,00
R. Lostanlen, Carhaix	20,00
J. Le Paroux, Nantes	30,00
J. Cusson, La Roche sur Yon (85)	100,00
M. Le Gac, Arles (13)	70,00
Gilles Le M., Nantes	50,00
F. Favereau, Poullaouen	20,00
J. Rolet, Brest	20,00
Noël M., Grandchamp	10,00
Jacques G., Leuhan	20,00
Michèle R., Rennes	10,00
J. Moal, Cast	10,00
P. Kerloc'h, Lyon (69)	20,00
Christian C., Caen (14)	10,00
J.L. Prat, Elne (66)	50,00
Gilles Le G., Inzinzac Lochrist	20,00
C. Gouzien, Combrit	30,00
Y. Grogennec, Plouneour Menez	50,00
C. Hascoet	20,00
E. Evenou, Le Faouet	50,00
L. Manchec, Douarnenez	20,00
Jean Luc Le G., Pabu	50,00
Y. Oulic'h, Carhaix	50,00
J.Y. Trividic, Rumengol	50,00
Armand J., St-Malo	20,00
G. Barrillot, St André des Eaux	10,00
J. Le Moine, Eragry sur Oise (95)	20,00
Yvon J., Rueil Malmaison (92)	25,00
A. Le Devehat, Melesse	10,00
J.P. Kerjean, Brignogan	50,00
Yves L., St Brieuc	20,00
Yves B., Altkvich (68)	20,00
Y. Quéré, Le Pecq (78)	20,00
A. Le Corff, Colpo	50,00
M. Biannic, Le Havre (76)	50,00
M. Pantonnier, chateau Gontier (53)	20,00
Marcel G., Rungis (94)	25,00
J. Neveu, Le Grand Quevilly (76)	10,00
G. Ouevel, Bois d'Arcy (78)	150,00
J.L. Maillard, Vannes	20,00
J.Y. Guibo, Vannes	20,00
Y. Olivier, Pleyber Krist	50,00
F. Olivier, Pleyber Krist	50,00
M. Langlet, Cholet (49)	20,00
L. Bodivit, Pleuven	20,00

Total 4^e liste

Report des listes précédentes

TOTAL

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

•
CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

POLITIQUE

PRÉSIDENTIELLES :	
LA CANDIDATURE DES	
PEUPLES MINORITAIRES ..	4
L'UDB AUX SÉNATORIALES	5
RÉPONSE A	
BRETAGNE NOUVELLE	6
LES CORNEMUSES DE	
LA BRUME	8

ÉCONOMIE

LA MONTÉE DES	
RÉSIDENCES SECONDAIRES	9

SOCIAL

LES RECORDS DE L'HOPITAL	
DE LANDERNEAU	10
LES STAGES BIDONS	11

PÊCHE

QUELS RÉSULTATS ?	12
-------------------------	----

AGRICULTURE

UNE CRISE DU PORC	
DIFFÉRENTE	14
LA FDSEA DU FINISTÈRE	
ET LE FONCIER	15

CHRONIQUES

LE PROBLÈME BRETON	
DE NANTES A BREST	18
PB SERVICE	23

UNIVERSITÉ

LES MAUVAIS COUPS	
D'ALICE	16

INTERNATIONAL

BELFAST,	
IRLANDE DU NORD	20
POUR LA NAMIBIE	22

CULTURE

LES FÊTES DE L'ÉTÉ,	
PAR LAOR'Z	24
OU EN EST DIWAN	25
YOUENN GWERNIG	26
L'ŒIL DE SELLIT	28

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

PRÉSIDENTIELLES

Où en est la candidature des peuples minoritaires ?

Les 12 et 13 juillet, des militants de l'UDB étaient à Bayonne pour y rencontrer les représentants d'autres organisations des peuples de l'hexagone. Cette réunion faisait suite à de nombreux contacts établis depuis décembre 1979 en vue d'une candidature commune aux présidentielles de 1981. Les conversations sont aujourd'hui suffisamment avancées pour que les lecteurs du Peuple Breton, puissent prendre connaissance du contenu de la campagne de notre futur candidat.

Une occasion à saisir

L'UDB n'est pas un parti électoraliste, ce qui ne signifie pas qu'il faut négliger ces temps forts de la vie politique que sont les élections et, depuis sa création, notre parti s'est toujours efforcé d'y participer dans la mesure où elles constituent un moyen comme un autre d'accélérer la prise de conscience du peuple breton. L'échéance de 1981 est importante pour les travailleurs bretons : les transformations du code électoral, en minimisant l'obstacle financier, ouvrent des perspectives nouvelles que le quinzième Congrès de l'UDB a prises en compte. Il est aujourd'hui possible de forcer l'entrée du club des quatre qui monopolisent à leur profit exclusif la vie politique et les médias nationaux. Le temps d'une campagne officielle, une tribune s'offre à nous pour affirmer la colère et les espoirs des gens de Bretagne.

À l'intérieur des limites de l'hexagone, les Bretons ne sont pas seuls. D'autres peuples partagent leur sort : niés en tant que tels depuis des siècles par le pouvoir centralisateur, leurs langues combattues à l'école et devenues le symbole d'une pseudo-arriération culturelle, l'originalité de leurs cultures et de leurs modes de vie chaque jour érodées un peu plus par des habitudes de consommation imposées pour le profit du capitalisme, leurs économies bradées sur l'autel de la réorganisation européenne, de vastes zones de leurs territoires vidées de leurs habitants et vouées à la militarisation à outrance ou au tourisme de luxe...

De partout monte l'aspiration à pouvoir vivre et travailler au pays. La même volonté unit Occitans, Basques, et Catalans du Nord, Corses et Bretons, et cette exigence passe par la prise en main de son destin par chaque peuple. Cela s'appelle l'autonomie.

Une démarche originale

L'idée de présenter une candidature autonomiste peut être intéressante en soi, elle est pourtant insuffisante pour l'UDB ; obtenir enfin l'élection au suffrage universel direct d'une assemblée bretonne dotée de larges pouvoirs peut marquer une étape importante dans la réappropriation de leur avenir par les Bretons, mais ce ne serait nécessairement qu'une première étape :

tant que les travailleurs n'auront pas le contrôle effectif des grands moyens de production et d'échange, ils ne pourront prendre en main leur destinée. Cela s'appelle le socialisme. Autonomie. Socialisme. Deux thèmes clefs qui justifient l'existence de notre parti depuis seize ans et son combat permanent pour une Bretagne qui soit réellement celle des travailleurs.

Ailleurs dans l'hexagone d'autres mouvements retrouvent nos analyses : le mouvement autonomiste et socialiste est particulièrement dynamique en Occitanie, au Pays Basque et en Catalogne. Mais le même mouvement croît également dans les DOM-TOM (Départements et Territoires d'Outre Mer), lambeaux de l'ancien empire français qui sont devenus autant de places-fortes de l'impérialisme français dans le monde. Les descendants d'esclaves africains comme ceux des coolies hindous ou chinois importés de force au siècle dernier ont la même revendication de dignité et de liberté que les Bretons, et les conditions matérielles dans lesquelles ils essaient de survivre sont souvent incroyablement pires que celles que connaissent les Bretons.

Face aux mêmes adversaires : l'Etat réactionnaire et centralisateur incarné par le trio Giscard-Barre-Dijoud, le capitalisme de proie, le colonialisme hautain et destructeur de toute vie sociale propre aux peuples sans voix, le choix qui s'impose à l'UDB est clair. Il lui faut associer tous les peuples des DOM-TOM à son combat pour

l'autonomie et le socialisme. C'est ce que nous avons fait. C'est ce que nous ferons toujours plus demain.

Une approche sérieuse

Ces dernières semaines ont vu se multiplier les annonces d'intention de candidatures : de Michel Debré à Brice Lalonde, de Mouna aux gauchistes de tous acabits, des « personnalités » se sont déclarées. Sur quels programmes ? mystère. On verra ça après. En plein été il suffit d'amuser la galerie et de se faire plaisir en réussissant un coup de publicité personnelle. Jamais peut-être l'art du flou artistique n'avait été aussi pratiqué dans la vie politique française. L'UDB a, pour sa part, toujours refusé une telle démarche. Le nom du candidat est secondaire : ce qui importe, c'est ce qu'il dira, ce qu'il dénoncera, ce qu'il proposera aux peuples de l'hexagone et des DOM-TOM. La situation que connaissent ces peuples est en effet trop grave pour que les partis qui en constituent l'avant-garde politique tombent dans le piège du sensationnalisme à tout prix. Notre lutte est une lutte de libération sociale et nationale, elle suppose des objectifs clairement définis et méthodiquement élaborés.

Aussi l'UDB a-t-elle renversé l'ordre des priorités : d'abord construire un programme électoral sur la base d'une plate-forme affirmant les grands axes de la campagne ; l'autonomie et le socialisme.

LA PLATEFORME DE L'U.P.A.S.

I) **L'Union des peuples pour l'autonomie et le socialisme affirme le droit imprescriptible pour chacun des peuples de l'Hexagone et des DOM-TOM au développement de la personnalité propre sur les plans économique, social et culturel. En conséquence l'UPAS dénonce le colonialisme dont sont victimes ces peuples.**

II) **L'UPAS affirme le droit inaliénable pour chaque peuple de choisir librement son destin et de disposer de lui-même.**

III) **L'UPAS affirme que la libération sociale de l'ensemble des couches exploitées passe par la reconnaissance des peuples de l'Hexagone et des DOM-TOM.**

IV) **L'UPAS dénonce dans le capitalisme le premier responsable des problèmes de ces peuples. Ce capitalisme s'est développé dans le**

cadre de l'Etat centralisé français et il se restructure à l'heure actuelle dans l'Europe du Marché Commun en sacrifiant les intérêts vitaux des régions périphériques.

V) **L'UPAS combat pour une rupture historique avec la tradition de l'Etat français centralisateur qui bride les aspirations des citoyens et des peuples ; elle ne peut que constater l'incapacité de la Gauche hexagonale à se débarrasser de ses traditions jacobines et centralisatrices.**

VI) **L'UPAS combat pour que chacun des peuples de l'Hexagone et des DOM-TOM puisse se doter de pouvoirs institutionnels correspondant à son stade de développement historique et à ses aspirations.**

VII) **L'UPAS combat pour que les principaux moyens de production et d'échanges passent sous le contrôle des travailleurs.**

C'est chose faite maintenant depuis la rencontre de Bayonne qui rassemblait, outre l'UDB, le Mouvement Socialiste et Autonomiste Occitan Volem Viure al Pais et le Parti Socialiste du Peuple Basque (EHAS). L'Union des Peuples pour l'Autonomie et le Socialisme (UPAS) existe: sa plate-forme constate que les combats des peuples de France et des DOM-TOM se rejoignent: «Nos peuples sont des peuples dominés:

— en lutte contre la colonisation économique et ses conséquences: le sous-développement, les bas salaires, le chômage, l'exode des jeunes, la vocation de réserve touristique et militaire, le rôle de fournisseur colonial d'énergie (centrales nucléaires - gisements d'uranium).

— en lutte contre la colonisation culturelle et sociale. En étouffant nos langues exclues de l'école, de la radio, de la télévision, en refusant d'enseigner notre histoire, en niant notre identité, en colonisant les esprits, le pouvoir vise à affaiblir la capacité de résistance collective de nos peuples face aux méfaits du capitalisme».

Les 6 et 7 septembre prochains le candidat de l'UPAS sera désigné. Il sera peut-être membre de l'UDB, mais cela importe peu: nous n'avons pas de notables chez nous et n'y tenons pas du tout! Qu'il soit Occitan ou Breton, Martiniquais ou Guyanais, le candidat de l'UPAS sera à part entière celui de l'UDB. La couleur de la peau ou les origines géographiques importent peu aux militants de notre parti:



Le Peuple Breton

L'UDB proposera Herri Gourmelen pour la candidature des peuples minoritaires

à l'UDB nous ne sommes ni racistes ni chauvins, nous n'avons en vue que les intérêts primordiaux des travailleurs bretons et leur nécessaire prise de conscience de la situation coloniale qui est faite à leur pays.

Un combat possible

Le pouvoir giscardien affectionne le

pseudo-libéralisme: plutôt que d'imposer une sélection brutale par l'argent en exigeant le dépôt d'une forte caution préalable comme il en avait l'habitude (en dernier lieu lors des élections pour l'Assemblée européenne), il a choisi cette fois-ci de dresser un subtil obstacle juridique pour fausser le jeu de la

SÉNATORIALES

4 FEMMES POUR REPRÉSENTER L'UDB



L'élection des nouveaux sénateurs des Côtes-du-Nord, du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine le 28 septembre a mis en transes les notables: neuf ans dans un fauteuil, quel rêve! ce scrutin byzantin les passionne mais laisse de marbre les citoyens de base. Seuls quelques milliers de «grands électeurs», en grande partie des élus locaux, sont concernés. Pourtant cette année dans le Finistère, quelque chose peut changer: l'U.D.B. présente une liste, une liste de quatre femmes qui s'affrontera aux treize candidats de la majorité et concurrencera les huit autres candidats de gauche.

Des habitudes stérilisantes

Quatre militantes U.D.B. face à vingt-et-un maires, conseillers généraux, régionaux, présidents, secrétaires généraux ou secrétaires d'Etat, etc..., le paradoxe est, on s'en doute, volontaire.

En participant à cette élection (participation rendue possible par les succès qu'elle a engrangés aux municipales de 77), l'U.D.B. af-

fiche une nouvelle fois sa volonté de ne pas laisser confisquer la vie publique par quatre partis hexagonaux.

L'U.D.B. veut aussi casser les habitudes stérilisantes de la politique institutionnelle qui veut que les élus s'élisent, que les femmes servent de caution et que les sénatoriales se règlent entre habitués des couloirs préfectoraux.

Le changement des mentalités passe aussi par des gestes symboliques. Et qui peut mieux que des femmes porter l'espoir d'une société où seraient abolies toutes les discriminations, sociales, raciales ou politiques? Qui peut mieux que des femmes faire connaître les vrais problèmes qu'affrontent quotidiennement les familles? Qui peut mieux que des femmes réclamer une juste représentation des classes populaires dans une assemblée parlementaire composée à 97% d'hommes et à 70% de conservateurs?

Donner un choix

Les candidates udébistes mettront en lumière au cours de cette campagne le rôle d'étouffoir des notables et de la droite qui veulent faire des Bretons un peuple d'assistés perpétuels. Elles dénonceront le caractère humiliant de la tutelle des préfets sur la vie socio-économique et feront des propositions pour une véritable réforme des collectivités locales. Elles feront aussi connaître l'opposition de l'U.D.B. au projet insensé de Plogoff où le combat anti-centrale nucléaire est d'ailleurs mené en grande partie par des femmes.

Pour la première fois, les grands électeurs du Finistère, notamment les plus jeunes d'entre eux, ont la possibilité de choisir une politique vraiment nouvelle. Hommes et femmes de gauche, ils pourront voter pour un parti qui place l'unité populaire au premier rang de ses préoccupations. Hommes et femmes d'avenir, ils pourront voter pour des candidats qui préparent l'autonomie socialiste de demain en réclamant pour chacune, et chacun, le droit de décider de son destin.

Les candidates, de haut en bas:

- Marie-Claire CORRE, 37 ans, mariée, trois enfants. Demeurant à Brest. Assistante à la faculté des lettres. Membre du bureau politique de l'U.D.B.
- Danielle GUEGUENIAT, 42 ans, mariée, trois enfants. Demeurant à Brest. Infirmière puéricultrice.
- Madeleine GUILLOUX, 37 ans, mariée, deux enfants. Demeurant à Plougonven. Professeur de lettres.
- Jeanine ROSEC, 39 ans, célibataire. Demeurant à Commana. Tisserande.

démocratie, sans en avoir l'air et essayer d'écarter les courants dits « minoritaires ». Comment est-ce possible? Simplement en édictant que 500 signatures d'élus devront venir parrainer chaque candidature. Sans elles, pas question de participer officiellement!

Le mauvais coup devient évident quand on sait que ces 500 signatures ne sont pas n'importe lesquelles: celle d'un simple conseiller municipal ou même celle d'un maire-adjoint, quelle que soit l'importance de la ville qu'il administre, ne sera pas prise en compte. Il faut être maire, conseiller général ou parlementaire pour devenir « parrain », ce qui limite les risques! Et comme les dites signatures seront reçues uniquement dans les préfectures, cela limite encore plus les risques de tout exercice réel de la démocratie! Il y a tellement de subventions à demander à M. le Préfet qui verra d'un très mauvais œil une liste qui demande la suppression des Préfets...

A ce défi l'UDB compte répondre en faisant appel, avec ses partenaires de l'UPAS, aux sentiments républicains des édiles municipaux. A nos camarades des grands partis de gauche, nous proposerons de mettre en pratique les belles idées sur la liberté qu'ils professent quotidiennement. Un vaste travail de démarchage des maires se met en place: nous présenterons notre programme à chacun, non pour qu'il l'approuve ou le soutienne explicitement, mais pour qu'il nous assure la possibilité de restituer aux peuples sans voix une liberté fondamentale.

L'UDB réussira à contourner cet obstacle juridique: tout au moins nous ferons tout pour cela car l'enjeu est d'importance. Il n'est pas question de se laisser abattre à la première difficulté rencontrée... Ensuite, autour du candidat et de la charte de l'UDB, chaque organisation mènera une campagne adaptée aux réalités de son peuple: l'UDB en Bretagne, VVAP en Occitanie, EHAS en Pays Basque nord, d'autres dans les DOM-TOM. Ensemble nous défendrons le thème de l'autonomie socialiste pour nos peuples interdits dans l'Etat français; ensemble nous apporterons aux travailleurs et aux laissés pour compte du développement capitaliste sauvage un message d'espoir et d'avenir car « la libération des couches exploitées passe par la reconnaissance des peuples de l'hexagone et des DOM-TOM ». Cela, nous serons les seuls à le dire!

Le parti communiste n'a guère pour habitude de ménager ses adversaires. Ses partenaires au sein de la gauche non plus d'ailleurs! Et l'UDB, particulièrement depuis la crise municipale de Brest, à Pâques 1980, se trouve souvent dans le collimateur. En général, cependant, les attaques restent limitées, ou anecdotiques et ne nécessitent guère de réponses ou de mises au point.

Cependant, dans son numéro de juin 1980, Bretagne Nouvelle, « Revue mensuelle du

Comité Régional du Parti Communiste Français », publie une analyse de notre dernier congrès; une analyse qui sollicite quand même passablement les textes pour « démontrer » notre « arrimage à la social-démocratie », et notre « pratique de collaboration de classes ». La prétention théorique de cet article, l'ampleur que les responsables bretons du PCF lui ont donnée appellent de notre part une réaction que nous avons voulue dépouillée de vaine polémique.

A PROPOS D'UN ARTICLE SUR L'U.D.B.

Réponse à « Bretagne-Nouvelle »

Un article qui s'inscrit dans la stratégie du P.C.F.

— Au PCF, comme ailleurs, plus qu'ailleurs, on n'attaque que ce qui compte et à juger d'après la virulence de l'article que nous consacre « Bretagne Nouvelle », l'UDB compte beaucoup. Nous le savions déjà mais cela fait toujours plaisir de le vérifier.

Cependant, quand l'attaque tourne à l'invective, cela trahit un réflexe de peur. L'UDB est poujadiste, écrit « Bretagne Nouvelle »; pour nous rien n'a changé depuis 1532 dans la société bretonne!

Il s'agit tout aussi bien d'une opération à usage interne: raffermir des militants troublés après Plogoff, l'Afghanistan... et sensibles aux discours de l'UDB. Le caractère de la revue — qui ne se reçoit que sur abonnement — tend à renforcer cette hypothèse.

Cet article s'inscrit en effet dans l'actuelle stratégie du PCF qui est d'apparaître comme l'unique défenseur des couches populaires. Ce n'est pas par hasard si le conflit PS/PC éclate dans des villes où les socialistes exercent une influence certaine dans le

milieu ouvrier, notamment au travers de militants CFDT. C'est le cas aussi bien à Angers qu'à Brest.

Le PCF entend bien également occuper le terrain « régional ». C'est G. Marchais qui déclare devant le C.C. du 27.06: « Les grands problèmes régionaux (...) requièrent notre intervention ». L'exemple en a été donné en Occitanie lors de la Marche sur Montpellier (avec drapeau communiste et occitan et tract trilingue!) et récemment chez nous lors des Assises de la Bretagne intérieure.

Nous nous rappelons qu'il n'est pas si éloigné le temps où les militants de l'UDB devaient convaincre les camarades du PCF que le breton était une langue à part entière, digne de'être enseignée, que la Bretagne était un pays sous-développé, que l'émigration forcée des Bretons vers Paris ou ailleurs n'avait rien de naturel, que vivre et travailler au pays était une revendication progressiste, une exigence démocratique, comme le dit le PCF lui-même aujourd'hui.

Nous nous réjouissons des progrès réalisés par le PC « pour une meilleure prise en compte des réalités régionales » comme l'écrit L. Le Roux dans la préface de la brochure « Bretagne en péril ». Un grand pas a été franchi depuis la 1^{re} brochure parue en 1963 — c'est-à-dire après les mouvements sociaux qui secouèrent la Bretagne des années 60-62. Ne lit-on pas aujourd'hui dans la préface de L. Le Roux « La Bretagne illustre bien ce double caractère d'une crise régionale, à la fois élément de la crise générale et profondément originale de par ses spécificités historiques, géographiques, et économiques ».

L'UDB n'a pas été totalement étrangère à cette avancée mais aujourd'hui nous occupons en tant que Parti du Peuple Breton une place jugée trop importante. La présence de l'UDB empêche en Bretagne le PCF de se présenter comme le meilleur défenseur de la démocratie régionale.

C'est bien parce que nous apparaissions comme des « concurrents » sérieux tant pour la défense des intérêts des travailleurs que pour ceux de la collectivité bretonne que le rédacteur de « Bretagne Nouvelle » fait montre d'une telle hargne.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (decoupez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

Autocritique et « morosité »

— L'agressivité non maîtrisée amène le rédacteur de cet article à fausser systématiquement ce que l'UDB a dit lors de son dernier Congrès. Ainsi le bilan porterait à la morosité? Remarquons tout d'abord que « Bretagne Nouvelle » déploie beaucoup d'énergie pour attaquer un Parti faible et démoralisé!

Non, nous ne sommes pas **moroses mais lucides** et nous avons le courage de **faire publiquement la critique de nos faiblesses**. Il est vrai en effet qu'il n'y a pas assez de femmes au Bureau Politique. Il est vrai que la composition sociologique du Parti, dans la mesure où le pourcentage d'intellectuels reste important présente des dangers. Encore faudrait-il s'accorder sur le terme d'intellectuels. Il y a de nombreux maîtres auxiliaires à l'UDB qui n'ont rien de mandarins.

De même que nous pratiquons l'auto-critique, **nous acceptons la critique de nos partenaires**, mais pas le dénigrement, les procès d'intention, les contre-vérités. Ainsi comment accepter de voir le rédacteur de l'article en question écrire qu'il y a fuite, désertion de militants UDB vers le PCF. Nous n'avons **jamais** dit cela, nulle part, parce que ce n'est pas vrai.

Non, le bilan de l'UDB ne porte pas au découragement! Nous avons même relativement mieux supporté que nos partenaires le contre-coup de la Désunion et de l'Échec du Programme Commun. Il y avait 18.000 personnes l'an dernier à la fête du P.B., 30.000 cette année!

Tout le monde sait, le PCF le premier que nous sommes devenus — partant de zéro, **la troisième force de Gauche en Bretagne**, et que du point de vue électoral, si nous faisons faire des progrès globaux à la Gauche, nous nous rapprochons sensiblement des scores du PC lui-même.

Plus que les scores électoraux encore peut-être, c'est **l'influence de nos analyses et de nos mots d'ordre** qui montre la place occupée par l'UDB. La reprise, voire la récupération de nos thèmes par l'ensemble de la Gauche est évidente, et cela, loin de nous attrister, nous prouve que nous avons raison.

De plus en plus de Bretons font confiance à l'UDB pour défendre leurs intérêts de travailleurs et assurer leur avenir en tant que peuple (en luttant par exemple contre le démantèlement des chemins de fer, contre les pétroliers pollueurs, contre la centrale coloniale de Plogoff).

Voilà, d'après le PC le bilan d'un « groupuscule (sic) droitier et poujadiste » (resic).

« Bretagne Nouvelle » n'a pas seulement trouvé le Congrès UDB morose, mais constaté surtout que, devant notre échec (1), nous renoncions à notre analyse propre... c'est-à-dire tout le contraire de ce qui a été dit à notre dernier Congrès.

Il est tout d'abord nécessaire de revenir sur certains « raccourcis » du commentateur de « Bretagne Nouvelle » au sujet de nos analyses, « raccourcis » qui révèlent une mauvaise foi particulièrement évidente.

Ainsi, nous soulignons par exemple que dans les années 60-75 avait émergé une bourgeoisie « bretonne » dans le secteur du Bâtiment-Travaux Publics. Nous citons entre autres les noms de Ducassou, Marc, Rohou... et nous mettions en évidence la

fragilité de ce capitalisme régional qui a été liquidé en cinq ans. Commentaire de « Bretagne Nouvelle »: « **Nul doute que les travailleurs carhaisiens vont être contents d'apprendre que Rohou est devenu l'un des leurs. On voudrait virer J-P Jeudy de la municipalité de Carhaix, on ne s'y prendrait pas autrement.** ».

C'est vraiment l'argumentation bête et méchante, donnée au militant moyen pour « discuter » avec l'UDB. Ce n'est pas le mépris affiché envers nous qui nous choque, mais celui du journaliste de « Bretagne Nouvelle » envers ses camarades du PCF. A croire que plus c'est gros et mieux ça passe!

Autre raccourci toujours aussi stupide. Les textes du XV^e Congrès soulignaient que le pouvoir, sous la V^e République, s'est appuyé sur une nouvelle couche dominante de la paysannerie, pour faire passer la restructuration de l'agriculture bretonne en fonction des nouvelles règles de la CEE. Par ailleurs, nous ajoutions que l'agriculture bretonne était largement dépendante des mécanismes monétaires et douaniers de la CEE, et que de ce fait, certaines décisions gouvernementales ou européennes (MCM, importations de légumes méditerranéens, de moutons néo-zélandais, de viande de porc des Pays de l'Est... dérogations anglaises...) allaient à l'encontre des intérêts des petits et moyens paysans bien sûr, mais aussi des intérêts de la couche dominante de la paysannerie et même de ceux de certains capitalistes bretons de l'agro-alimentaire.

Commentaire de « Bretagne Nouvelle »: « **C'est le camarade Tilly qui va être content d'apprendre que l'UDB lui propose la coexistence lui qui fait régner la non-existence syndicale dans son entreprise.** ».

Tout est bon pour « démontrer » la **dérive droitiste de l'UDB** et « **sa tendance fondamentale à la collaboration de classe** », pour « démontrer » que l'UDB prône l'Union Sacrée.

Pour nous l'approfondissement de notre analyse de la situation socio-économique de la Bretagne doit nous permettre d'avoir un regard plus lucide sur la réalité bretonne. Pour en revenir aux problèmes de l'agriculture, notre analyse nous permet entre autre de montrer pourquoi le mythe de l'unité paysanne peut encore marcher; elle nous permet aussi de mettre en évidence la nécessaire priorité à accorder à un type de mot d'ordre agricole (une agriculture nombreuse, intensive, avec des revenus garantis), plutôt qu'à un autre (non à l'élargissement du Marché Commun) si l'on veut éviter de tomber dans un poujadisme sans perspectives.

« Bretagne Nouvelle » reproche à l'UDB de réaffirmer que **« la priorité des priorités en Bretagne c'est l'emploi »**, alors que nous serions contre les usines-pirates! Là maintenant il s'agit de « démontrer » que l'UDB est tout à fait irresponsable. Les camarades du PCF savent bien pourtant que si nous dénonçons la surexploitation, nous avons toujours affirmé que mieux valait des usines-pirates que rien du tout. Toujours dans le même but « Bretagne Nouvelle » nous reproche d'être contre la centrale de Plogoff, condition nécessaire au développement et à l'emploi. Rappelons simplement que dans leur brochure « Bretagne en péril » les camarades communistes ne voyaient pas la nécessité de centrale nucléaire en Bretagne! Pour la « petite histoire » rappelons que cette

brochure est parue quelques semaines avant la tournée de G. Marchais en Bretagne le printemps dernier!...

Bloc progressiste ou union anti-monopolistique?

A l'approfondissement de notre analyse, succède dans les textes du XV^e Congrès, la réaffirmation de la convergence spécifique des intérêts des différentes couches populaires et de certaines couches moyennes en Bretagne. Cette convergence nous l'expliquons par la situation coloniale périphérique de l'économie bretonne, par l'importance relative des secteurs agricoles et maritimes, par le refus de l'émigration et de la négation de la culture bretonne par la jeunesse et par de larges fractions de la petite bourgeoisie.

Cette convergence d'intérêts doit déboucher sur l'émergence d'un bloc progressiste spécifique à la Bretagne.

« Bretagne Nouvelle » commente évidemment en disant que nous nous situons du côté des capitalistes bretons et que le terme de bloc progressiste était synonyme d'Union sacrée, de consensus, de virage à droite... et bien sûr d'alignement sur le parti socialiste.

Le PCF lui s'est prononcé très fermement pour l'Union du Peuple de France, pour la plus large Union anti-monopolistique. Citons par exemple quelques extraits de ses XXI et XXII^e Congrès:

« Certains « ultra-révolutionnaires » se disent choqués de nous voir nous occuper sérieusement des problèmes du paysan, de l'artisan, du boutiquier, du petit ou du moyen entrepreneur. Ils voudraient faire croire que nous voulons simplement opérer le « rassemblement des mécontents ». En vérité, ils ne cherchent qu'à réduire les possibilités d'alliance de la classe ouvrière, de son succès. Nous ferons en sorte qu'ils en soient pour leurs frais ». XXI^e Congrès

« Avec les ouvriers, qui subissent le plus directement la dure exploitation capitaliste, ce sont aussi les employés, les paysans, les ingénieurs et les techniciens, les commerçants et artisans, les petits et moyens entrepreneurs, c'est la plus grande partie de la population que frappent de plein fouet les méfaits de la politique du grand capital ». XXII^e Congrès

L'UDB pour sa part se refuse à parler d'Union anti-monopolistique. C'est ainsi par exemple que nous disions lors de notre XV^e Congrès qu'il nous fallait contribuer à dégager à l'intérieur de la paysannerie un courant progressiste et non se contenter d'entretenir un mécontentement poujadiste. C'est ainsi également que nous avons toujours affirmé qu'il n'y a rien à espérer d'une quelconque alliance avec des capitalistes bretons fussent-ils victimes — et nous avons expliqué que c'est parfois le cas — de la politique gouvernementale et européenne au service des monopoles et des multinationales.

De même l'UDB se refuse à se taire sur certaines « contradictions secondaires » que le PCF juge préférable de nier afin de ne pas affaiblir l'Union anti-monopolistique. C'est par exemple le cas pour la dénonciation de la spéculation foncière sur le littoral et plus généralement de la dénonciation de la « vocation touristique » de la Bretagne. Ainsi, dans la brochure « Bretagne en péril » il n'y a pas un mot sur le tourisme.

Et nous accorderons volontiers au PCF que l'attitude du PS sur ces problèmes n'est guère plus positive.

Enfin nous affirmons à notre Congrès que l'UDB se devait d'être porteur d'un projet autonome, projet autonome qui traduirait les aspirations des forces progressistes de Bretagne. Et nous précisons que ce projet devait d'abord être une réponse à la situation socio-économique bretonne, mais qu'il devait avoir une dimension énergétique particulière.

L'Union nécessaire

Mais là encore pas de procès d'intention. L'UDB n'a jamais contesté la nécessité de la prise du pouvoir d'Etat par les forces de gauche qui seule permettra un véritable changement. Nous ne sommes pas de ceux pour qui — quelques émissions de breton à la radio-télé, ou quelques éoliennes et de la biomasse, ou un statut d'objecteur de conscience feront l'affaire en guise de révolution. Pour nous, se battre sur un projet autonome traduisant les aspirations des travailleurs bretons implique parallèlement la recherche de l'Union des forces de Gauche. Cela aussi nous l'avons réaffirmé lors de notre dernier Congrès. L'UDB a toujours condamné les tentatives tant du PC que du PS de faire cavalier seul. A Brest, nous avons refusé de nous prêter à l'opération du PCF visant à apparaître comme le seul défenseur des classes populaires. A Plouigneau et à Concarneau nous avons par contre jugé que c'était le PS qui se refusait à une attitude unitaire.

Et quant au prétendu alignement sur le Parti Socialiste, les camarades communistes doivent bien savoir que le dernier Congrès s'est refusé à considérer nos partenaires socialistes de Bretagne, favorables au courant dit «décentralisateur» comme des partenaires privilégiés.

De même au niveau international, l'UDB a toujours condamné les fricotages de l'Internationale socialiste, la dérive atlantiste de la majeure partie du PS, les prises de positions réactionnaires du PS contre le droit à l'auto-détermination des DOM-TOM.

Si l'UDB affirme la nécessité de l'Union des forces de Gauche, elle ne se privera pas pour autant d'exprimer ses divergences avec le PS et avec le PCF sur la politique énergétique, sur la force de frappe, sur les interventions russes en Erythrée ou en Afghanistan, etc...

Mais nous sommes disposés à la discussion, nous sommes disposés à l'Union. Mais pas de faux procès, ni de caricatures... Dans un contexte de raffermissement de la droite, ce n'est pas en effet opportun lorsqu'on recherche l'union de toutes les victimes de la politique du capital, l'union des forces populaires (Déclaration de G. Marchais au CC du PCF du 27-6).

Nous sommes disposés à l'Union.

L'Union à la base contre le chômage et l'austérité

L'Union pour la satisfaction des revendications culturelles propres à la Bretagne

L'Union contre les mauvais coups portés à la Bretagne par le pouvoir que ce soit à travers la politique ferroviaire, la politique maritime, la politique agricole, etc...

LES CORNEMUSES DE LA BRUME...

Nos maires, à l'occasion des nombreux discours qu'ils se croient obligés de prononcer, parlent trop souvent pour ne rien dire. Jean Lagarde, maire de Lorient, a-t-il l'intention d'abandonner cette tradition? En tous cas, le 5 août dernier, à la réception officielle du Festival des Cornemuses, il a débarrassé les pensées profondes qui suivent:

«Par delà les états nationaux, les peuples celtes de toute l'Europe éprouvent un impérieux besoin de rallumer la flamme d'une filiation historique commune». Puis «il ne semblerait particulièrement utopique, voire démagogique, d'opposer par exemple les Français celtes aux Occitans, bref ceux que certains appellent d'une formule qui a l'avantage du pittoresque mais l'inconvénient de n'avoir que cette qualité, les peuples minoritaires aux autres Français».

Position personnelle? Position d'une tendance lorientaise du PS? Lagarde ne sera-t-il pas condamné au Pensec et à l'eau (avec ou sans anisette Rocard?). Il faudrait quelques pages pour analyser un paquet de contradictions aussi concentré et «pittoresque». Je me contenterai d'en relever deux qui me paraissent assez grosses.

Minoritaires et pompiers de service

Comment peut-on d'une part vouloir aller jusqu'à «ranimer la flamme d'une filiation historique commune», position qui peut paraître «musclée» par rapport aux sentiments plus ou moins vasouillards existant objectivement aujourd'hui (par exemple chez les Irlandais «de base» par rapport aux Bretons) et d'autre part nier l'existence de peuples minoritaires dans l'hexagone. Tout se passe comme si Jean Lagarde voulait ranimer la flamme d'un côté et appeler les pompiers de l'autre!

En effet, quand on parle de «peuples celtes de toute l'Europe», à moins de confusion mentale, on admet l'existence du peuple breton! Or il semble bien que celui-ci, certes majoritaire en Bretagne, ne le soit pas dans l'hexagone. Le peuple breton est donc bien un peuple minoritaire, à moins de considérer la Bretagne seule (en es-tu là, Jean Lagarde?). Où sont alors la «démagogie» et «l'utopie» de ceux qui parlent de «peuples minoritaires»? Et le Corse, les Basques... seraient-ils majoritaires avec les Bretons? Je croyais pourtant qu'au PS les termes «majoritaires» et «minoritaires» s'employaient assez souvent. Serait-ce dans la confusion?

Jeanne d'Arc ou les zozos

Quant à l'idée d'opposer certains peuples à d'autres... Pas de naïveté, vraie ou fausse! Il serait trop simple de classer d'un côté les braves gens pour qui tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil et de l'autre les

abominables autonomistes (dont deux conseillers municipaux UDB de Lorient — merci pour eux) qui choisiraient «d'opposer» les peuples à l'intérieur de l'hexagone. Il faut être clair.

Oublier ou adopter — personnellement j'apprécie cette netteté — une position nationaliste maximale dans le genre Debré-Jeanne d'Arc-Marchais (avec un peuple maigre, homogène et désodorisé dans une France que certains disent éternelle), position joyeusement illustrée par la campagne des élections européennes, ou bien on admet l'existence de différents peuples sur le territoire de l'hexagone. Difficile d'envisager des positions intermédiaires. Mais le choix de la 2^e position, il faut voir ce qu'il représente!

A-t-on déjà vu coexister différents peuples dont les intérêts restent longtemps rigoureusement convergents? Evidemment non. Par exemple la pêche représente-t-elle un objectif prioritaire pour l'ensemble de l'hexagone? Pour la Bretagne, cette activité ne doit connaître aucun recul sans provoquer de véritables catastrophes, alors que, pour l'hexagone, elle ne représente que 0,19% du Produit National brut, et peut très bien être bradée un de ces jours comme simple monnaie d'échange dans une négociation européenne. Le maire de Lorient ne peut le nier.

Autre exemple, l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun provoquerait-elle partout en France les mêmes effets? Non, bien sûr.

L'«opposition» dont parle Jean Lagarde ne tient donc pas aux choix de quelques zozos (tonomistes ou togestonnaires), mais à la réalité la plus évidente. Reste à voir ensuite comment ces oppositions doivent être résolues. Chacun peut avoir là-dessus son point de vue et l'UDB n'a pas de leçons de solidarité à recevoir. Mais nier leur existence paraît «particulièrement utopique, voire démagogique», comme tu dis, Jean Lagarde.

Les militants de l'Union démocratique Bretonne n'ont pas inventé dans l'euphorie d'une fin de congrès un combat «utopique». Ils ont constaté que le pouvoir, en France, attribue à leur pays une vocation de désert militaire et touristique, et à leur peuple celles de la surexploitation de la dépersonnalisation en attendant, à plus long terme, sa disparition progressive — situation qui présente non pas une identité mais des similitudes évidentes avec celles de certains TOM-DOM, pour qui veut bien regarder les choses en face. Ils ne veulent pas se contenter de ranimer des flammes de «filiation historiques» — sans nier pour autant l'intérêt de l'histoire — mais ils s'intéressent avant tout à l'avenir du peuple breton. En un mot, nous sommes Bretons, pas seulement dans la brume des fins de repas trop arrosés. Nous savons que ce n'est pas très convenable, mais le pittoresque ne nous suffit pas.

J. Guégan

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

DURANT TOUT L'ÉTÉ LES RADIOS NOUS ONT BASSINÉ AVEC LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE...

MONSIEUR, JE VOIS QUE VOUS AVEZ APPOSÉ SUR VOTRE GLACE ARRIÈRE L'AUTOCOLLANT ANTI-GASPI 80!

MADemoiselle DUCHMOLL QUE FAITES VOUS POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE?

J'E METS DES DÉFLECTEURS LATÉRAUX...

J'E GONFIE MES PNEUS AU DESSUS DE LA MOYENNE

SUR MON TLACTEUR, V'INDIEU! CHAI PAS C'QUE PEUX Y METTRE!... LA MARIE P'TÈTE BIEN!

MADAME TRUCMUCHE VOUS AVEZ RÉPONDU A 5 QUESTIONS... TIREZ UNE ENVELOPPE AU HASARD!

VOUS AVEZ GAGNÉ 250F! AVEZ-VOUS VOTRE CARNET DE CONSOMMATION...???

ÇA VA PAS LA TÊTE?

PENDANT CE TEMPS... COURANT AOUT... JEAN PIERRE SOISSON FAIT UNE VISITE "DISCRÈTE" EN BRETAGNE.





LANDERNEAU :

LES TRISTES RECORDS DE L'HOPITAL

L'Hôpital de Landerneau s'est souvent trouvé au premier plan de l'actualité locale, ces derniers temps. C'est qu'en effet, il pose de manière presque caricaturale un problème caractéristique d'une politique de santé qui se dégrade constamment.

L'inertie des responsables locaux face aux restrictions budgétaires et aux choix gouvernementaux a fait de l'hôpital de Landerneau, l'hôpital le plus vétuste et le plus sous-équipé tant en locaux qu'en matériel et en personnel. Il a les prix de journée les plus bas de la région et la moyenne de personnel la plus faible (0,56 agent par lit alors que les directeurs d'hôpitaux déclarent qu'il impossible de descendre au-dessous de 1,52!)

La section CFDT de l'hôpital a dû mener depuis plusieurs mois une lutte incessante simplement pour que soient assurés les salaires du personnel et la continuité des soins pendant les congés. C'est ainsi qu'à la suite de la CFDT un certain nombre d'organisations (CGT, SNES, SNI, CSCV, UDB, PC, PS) ont engagé une campagne de dénonciation de l'incroyable incurie régnant à Landerneau.

Sous leur pression, le président du Conseil d'Administration, le maire de Landerneau organisa une «opération portes-ouvertes» en direction des élus de la zone d'influence de l'hôpital.

D'un service à l'autre, les visiteurs passaient de l'indignation à l'écœurement.

Le service de médecine générale abrité dans un bâtiment préfabriqué datant de 1962 et prévu au maximum pour 15 ans, ne dispose que d'un bloc sanitaire central, et n'a aucune salle de détente. Le service de chirurgie est aussi tarabiscoté, avec un escalier conduisant au bloc et obligeant à brancarder. Les malades ne bénéficient en outre que des seules prestations d'un attaché de chirurgie.

Dans les services des personnes âgées, la réalité est celle d'un hôpital du siècle passé. Rien à voir avec les déclarations ministérielles sur l'humanisation des

hôpitaux. Des dizaines de vieillards grabataires entassés dans des chambres sombres et miteuses, des mansardes sans ascenseur pour y accéder, des mouiroirs qui tiennent de l'étuve l'été et de la glacière l'hiver. Un personnel débordé, au nombre très insuffisant doit assurer tous les soins corporels de ces vieillards.

Pour les personnes âgées valides le choix entre l'hébergement dans la nouvelle maison de retraite et les chambres pouilleuses du vieux bâtiment, ne dépend pas d'eux. Mais des familles qui gèrent leur retraite... et le prix de journée de l'une ou l'autre possibilité ne souffre pas la comparaison.

Dans les cuisines l'exiguïté des locaux oblige le personnel en sous-nombre à travailler en deçà des normes sanitaires (constatation du Comité d'hygiène et sécurité). Le recours à l'aide bénévole des pensionnaires est rendue nécessaire. De même qu'à la buanderie, installée dans des locaux insalubres où 7 tonnes de linge sont traitées par semaine!

La visite d'un médecin inspecteur du ministère sollicité par le C.A. avait abouti il y a quelques mois à un rapport resté secret. Et à cela seulement car elle n'a donné suite à aucune augmentation du personnel ni d'amélioration des locaux.

Afin d'humaniser les services, le C.A. demanda en 1977 la construction d'un nouvel hôpital pour la médecine active, mais ce fut Douarnenez qui l'obtint et Landerneau se vit attribuer la construction d'une maison de retraite de 120 lits. Le C.A. décide alors d'y adjoindre un plateau technique (bloc opératoire, salle de réanimation, radiologie, pharmacie) permettant de pratiquer chirurgie, médecine, maternité et gynécologie.

Après un refus, le ministère émettait une déclaration d'opportunité en octobre 79, mais actuellement rien ne se dessine en ce qui concerne le plateau technique. Le nouveau dossier de surcoût, nécessaire à la décision de chantier est resté bloqué.

Parallèlement, la nomination du chirurgien n'intervient pas. Pourquoi un chirurgien puisqu'il n'y a pas de plateau

technique et pourquoi un plateau technique puisqu'il n'y a pas de chirurgien? C'est la logique qu'on cherche à imposer, et qui sert bien les intérêts de la clinique privée et de son chirurgien qui n'hésite pas à accuser ses confrères de cracher dans la soupe lorsqu'ils signent les pétitions de soutien à l'hôpital.

Et le personnel?

Reste, et ce n'est pas le moindre scandale du moment, la question du personnel. Aux termes de la circulaire Veil de mars 79, aucun budget supplémentaire ne devait plus être autorisé dans les hôpitaux. Résultat: comme Landerneau fonctionne au prix de journée plancher, dès la mi-juin 79 on ne peut plus payer le personnel titulaire...

Le 20 juin 1979, une occupation du bureau du directeur amène la tenue d'un Conseil d'Administration extraordinaire, qui vota quelques mesures d'urgence, dont un sursis de trois mois pour le paiement des auxiliaires.

Sur les 70 demandes de posted, 12 furent acceptées. Le 25 septembre 1979, une centaine de travailleurs de l'hôpital, installant un service de sécurité, débarquent à la DDASS où le budget primitif est soudain retrouvé. Le C.A. prendra immédiatement des dispositions pour le salaire des auxiliaires.

En février 80, l'examen de l'exercice budgétaire en cours fait apparaître sur le compte du personnel une insuffisance de 2,7 millions de N.F. les congés du personnel ne sont pas possibles, et on ne peut payer que 217 titulaires dans l'année (sur les 231).

Que veulent dire ces assurances reçues par le maire-président au ministère le 2 juin? Le personnel ne croit plus aux promesses. Veut-on suspendre de fait l'activité de certains services faute de personnel? Cela serait dans la logique de cette suppression annoncée de 100 lits hospitaliers en Bretagne.

La CFDT et les organisations démocratiques présentes sur Landerneau, dont l'UDB sont décidées à lutter avec la population contre cette politique de l'abandon et du vide en matière de santé publique.

RENNES

La reconversion professionnelle à la chambre de commerce : du vent !



Le Peuple Breton

Le gouvernement a son pacte pour l'emploi, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes a ses stages, financés par le fond social européen s'il vous plaît! Monts et merveilles sont promis aux stagiaires à grand renfort d'information mais on est plus discret sur les résultats. Et pour cause. Nous avons rencontré Marie-Madeleine, 29 ans, qui a «bénéficié» avec 13 autres femmes de ce qu'il faut bien appeler une opération de poudre aux yeux!

Le P.B.: où travaillais-tu avant?

Marie-Madeleine: à la SPLI depuis l'âge de 14 ans (au début j'étais petite main) jusqu'à 26 ans. La SPLI a fermé. Je me retrouve licenciée économique avec un gosse de 7 ans.

Le P.B.: comment as-tu connu les stages de la CCI?

M.M.: En allant pointer à l'ANPE un jour, j'ai vu qu'on proposait ce stage de «diversification du travail féminin».

Le P.B.: qu'est-ce qu'on te proposait?

M.M.: une formation de crêpière, étagère, officière (boulots d'hôtellerie) et vendeuse en produits frais. J'ai choisi ce dernier. J'étais très contente et pensais pouvoir repartir du bon pied.

Le P.B.: cela se passait comment?

M.M.: 3 mois de remise à niveau et 3 mois de magasin dans des superettes, en alternance. On avait un prof de maths (il est en chômage depuis la fin du stage), des cours de droit, de français, des tests psychologiques, une formation pour la vie relationnelle. Bref, cela en jetait!

Le P.B.: étais-tu rémunérée?

M.M.: Non! mais j'avais l'Assedic parce que je m'étais inscrite à un plan de formation suite au licenciement à la SPLI. Ce n'était pas le cas des autres filles du stage: elles ne touchaient rien. Pas de rémunération et pas de couverture sociale individuelle! C'est simplement du fait de mon inscription au plan que je n'ai pas perdu le bénéfice de l'Assedic.

Le P.B.: Et le travail en magasin?

M.M.: Je faisais de tout et de rien, je bouchais les trous, parfois 44 heures par semaine. A la section hôtellerie il y a vraiment eu des problèmes pas pensables (mauvaise formation de crêpière car il n'y avait pas de moniteur compétent!). En fait pas de formation professionnelle véritable.

Le P.B.: Et à la fin du stage?

M.M.: Écœurement! On a reçu un beau papier précisant qu'on avait suivi le stage avec assiduité.

Le P.B.: mais pas de travail?

M.M.: Non, et pourtant on nous l'avait clairement promis. C'était sûr et certain! En fin de compte, je me suis réinscrite à l'Assedic. Me voilà revenue à mon point de départ. La CCI a gardé notre adresse... au cas où! Sur les 14 filles du stage, une seulement effectue un travail de remplacement d'été.

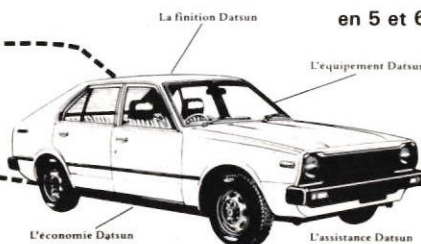
Notons même qu'une des stagiaires, restée sans emploi et ne pouvant plus justifier de revenus réguliers s'est vu refuser un logement de l'office départemental HLM. Derrière tous les beaux discours sur la formation ou la réinsertion il y a la réalité quotidienne. Ces stages-alibis ne font pas grand cas des travailleurs bretons (plus souvent des femmes en cette période de crise). Il faut remarquer l'orientation «crêpière-hôtelière» de certains stages de la CCI pour voir que le patronat rennais se satisferait très bien de femmes sous-qualifiées et sous-rémunérées au service d'une Bretagne «touristique». L'UDB n'aurait-elle que trop raison? En tout cas, il fallait le dénoncer.

Cellule UDB ZUP Sud-Rennes.

Datsun Cherry 5 portes.
Découvrez,
comparez,
vous comprendrez.

Datsun. L'économie plus le plaisir.

Garantie 2 ans
pièces et M.O.



en 5 et 6 CV

DATSUN

**GARAGE
DOLLO-QUINTRIC**

Concessionnaire «DATSUN»
Z.I. KERGOAN - 29200 BREST
Tél. (98)02.32.13 - 02.20.14



D.R.

BREDOUILLES ?

Après une longue période où la pêche semblait progressivement décliner sans que cela provoque de réaction de masse, le mois d'août a vu l'ensemble des ports de l'hexagone s'engager rapidement dans un conflit très dur. Face aux revendications, comme pour confirmer son choix fondamental de laisser reculer les pêches dans des proportions importantes, le pouvoir n'a présenté jusqu'au moment où nous mettons sous presse (le 27 août) qu'un refus de discuter réellement et... les interventions des forces de répression, marine de guerre comprise!

Il n'est pas question pour nous ce mois-ci d'analyser complètement un conflit qui se poursuit. Nous publions seulement l'intervention de J. Guégan, conseiller municipal de Lorient, au nom de l'UDB, lors de la manifestation du 26 août à Lorient.

Il y a plus de deux ans, l'Union Démocratique Bretonne a fait paraître une affiche où on pouvait lire: «la pêche bretonne, Paris s'en fout!» Cette affiche

a été diversement appréciée. Et pourtant on ne pouvait mieux décrire en quelques mots la situation. Les voyages du premier ministre Chirac et de Giscard lui-même, malgré toute la propagande qui les accompagnait n'avaient rien changé sur le fond. Déjà de graves menaces pesaient sur la pêche, qui n'ont fait que s'accroître depuis! La faible importance de la pêche pour l'ensemble de l'hexagone — elle ne représente que deux pour mille environ, du produit national brut — explique en partie l'absence de politique énergique et continue dans ce domaine, alors que pour les Bretons, cette activité prend une place énorme! Chez nous, il y a proportionnellement neuf fois plus de pêcheurs que pour l'ensemble de l'hexagone! En tenant compte de tous les emplois indirects créés, on sait bien que la pêche est un des piliers de l'économie bretonne et que si elle venait à reculer, ce serait un pas de plus, sans doute irréversible, vers la désertification de la Bretagne. Cela nous ne l'accepterons pas!

Le coup du mépris

A Lorient, où le nombre d'emplois directement liés à la pêche est de l'ordre de 5000, combien de travailleurs peuvent dire que leur emploi ne dépend absolument pas de la pêche? Bien peu certainement aussi bien dans les commerces de toute espèce, que chez les fonctionnaires eux-mêmes dont le nombre de postes diminuerait à terme si le port connaissait un recul important de la production. Et ce risque existe solennellement pour les mois, sinon pour les semaines qui viennent! Malgré cela, le ministre des transports — c'est paraît-il le ministre des transports qui est chargé de la pêche, à défaut de ministre de la mer à part entière. M. Le Theule pouvait se permettre tout récemment de reporter 3 fois un voyage annoncé à Lorient. On ne pouvait mieux démontrer l'indifférence du gouvernement par rapport à la pêche?

Démocratie reculée

Aujourd'hui, mobilisation sans précédent de l'ensemble des pêcheurs, dans une profession où la diversité des situations rend difficile l'unité, montre bien la volonté commune de maintenir et de développer les activités liées à la pêche. Les hommes au pouvoir, sortis à contre-cœur de leurs vacances, réagissent toujours de manière aussi négative en employant tous les moyens pour diviser les travailleurs, pour tenter de retourner l'opinion contre les pêcheurs, allant même jusqu'à utiliser la marine de guerre contre les chalutiers. La «démocratie avancée», comme ils disent, c'est une fois de plus un pouvoir autoritaire devant les travailleurs mais qui se soumet avec empressement et servilité aux ordres des grosses sociétés pétrolières dérangées ces jours-ci dans leurs stockages et leurs spéculations habituelles.

A Lorient, chaque spectacle du festival des Cornemuses a attiré davantage de public... que la manifestation du 26 août pour la défense du port de pêche. Pourquoi?...
Tant mieux pour le festival.

Domage pour les milliers d'emplois liés à la pêche.

Et pourtant, la responsabilité fondamentale dans ce conflit est du côté de la droite au pouvoir depuis trop longtemps. Après 2 ans de gouvernement d'une bourgeoisie toujours prête à chanter l'indépendance de la France, où en est-on?

— D'une part, la production actuelle ne représente que la moitié de la consommation.

— D'autre part, une bonne partie des activités liées à la pêche est menacée dans son existence même!

Des progrès sont possibles

Pendant cette longue période, le pouvoir n'a pas voulu vraiment une politique favorable à la pêche qui

suppose entre autres (1):

— d'abord au plan international une défense efficace de nos droits

— et d'autre part, des moyens en matériel et en personnel pour la recherche (tant pour l'étude des stocks existants que pour la transformation et la consommation d'espèces sous estimées)

— des investissements importants, pour rattraper notre retard dans le domaine de la transformation qui évite les gaspillages inacceptables et qui crée des emplois dans les régions de production

— une politique exigeante de la commercialisation, qui combatte efficacement les scandaleuses différences de prix entre la production et la consommation

Vu sur Antenne 2, quelques minets bien propres, mareyeurs à Boulogne, qui larmoyaient devant la grève des pêcheurs: «On ne peut plus rien faire» «Boulogne, c'est foutu» dans le cadre des nombreuses opérations de propagande anti-pêcheurs.

Un peu «gonflés» de ne pas voir que dans ce conflit, c'est tout l'avenir de la pêche qui est en jeu et donc leur boulot à eux!

— des moyens de contrôle suffisants pour éviter la surexploitation de certaines espèces et pour assurer une gestion rationnelle de stocks.

— une politique sociale qui donne aux travailleurs de la mer des conditions de vie et un revenu acceptables.

Certes, si ces conditions étaient remplies, on pourrait dire avec le Theule, à propos du gas-oil «Augmenter la subvention... ne résoudrait aucun problème de fond», car la production recevrait alors la part qui lui revient. Mais dans la situation actuelle, cette réduction du prix du gas-oil apparaît comme un ballon d'oxygène nécessaire, un préalable à la discussion nécessaire sur l'ensemble des problèmes de la pêche. Au fait, cette discussion de fond, êtes-vous vraiment décidé à l'accepter, Monsieur le ministre?

Oui à l'action

Pour leur part, les militants de l'UDB:

— soutiennent sans réserve les pêcheurs dans le conflit actuel

— affirment que le maintien et le développement des pêches est possible et nécessaire (l'UDB a publié un ensemble de propositions chiffrées pour les différentes formes de pêche, qui montrent les possibilités réelles existantes)

— appellent l'ensemble des formations démocratiques à faire l'unité comme aujourd'hui pour poursuivre l'action nécessaire à la défense et à la promotion de la pêche.

(1) Pour connaître l'ensemble des propositions de l'UDB, commander la brochure «la pêche en Bretagne» (7 F + transport) à UDB, BP 304, 29273 Brest-cédex.

GISCARD: "LA BRETAGNE EST UNE REGION DE POINTE"



IFFIG

• a lu ceci en conclusion du dernier numéro de la revue des «rocardiens», Faire

Il faut toujours avoir deux idées,
l'une pour détruire l'autre.

Georges Braque

• s'est demandé si cet excès de franchise préfigurait une campagne présidentielle à double tranchant

• s'est quand même promis de se méfier quand on lui promettra monts et merveilles

D'ORNANO : «LES MILITAIRES HORS DE L'ILE LONGUE !»

Et pas que de l'île Longue, mais aussi de tous les autres sites militarisés de la presqu'île de Crozon, et ils sont nombreux! C'est du moins la suite logique des décisions du ministre de l'environnement qui se propose de «réhabiliter quinze grands sites touristiques», parmi lesquels la presqu'île bretonne figure en bonne place... Il s'agit en effet de sauver ces sites prestigieux des vues qui les défigurent, parkings à voitures, baraques à frites et tas d'ordures... Comme la base de sous-marins atomiques défigure nettement plus la presqu'île de Crozon qu'une baraque de frites, ainsi que le rédacteur de ces lignes peut actuellement le constater de sa fenêtre, nul doute que d'Ornano ne demande à son collègue Bourges de laisser en partant la place aussi nette qu'il l'avait trouvée en arrivant.

Et s'il ne le faisait pas, nous serions extrêmement déçus!...



MONSIEUR MEUBLE

LE ROUX

FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES

ÉTÉ 80 : UNE CRISE

DU PORC DIFFÉRENTE

DÉPUIS 1976, la conjoncture est défavorable aux producteurs de porcs et cet été, les mesures favorisant l'importation ont provoqué la chute des cours. C'est dans ce contexte que le syndicalisme a décidé de reprendre la lutte.

Mais comme celle des marins pêcheurs, la lutte des producteurs de porcs s'enlise. Contraints de lever les barrages routiers sous la pression des usagers, ils ont occupé avec 130 tonnes à lisier l'aéroport de Guipavas le mardi 19 août. Le lendemain même, 450 gardes mobiles intervenaient violemment pour dégager la piste de l'aéroport: le gouvernement peut laisser pourrir la situation lorsqu'il s'agit des usagers habituels, mais ne peut tolérer la gêne occasionnée aux notables. En fait, les agriculteurs, en dehors de la violence, disposent de peu de moyens de pression, la grève étant exclue; sinon les actions d'éclats qui se sont révélées en l'occurrence peu populaires et sûrement peu efficaces. Rien n'a été obtenu sinon des promesses de... réunions avec les organismes et pouvoirs publics.

Les agriculteurs veulent donc durcir le conflit; mais de là à franchir l'étape de l'action violente, la FDSEA du Finistère qui est à la pointe de la lutte hésite et a du mal à contenir la base active composée de beaucoup de jeunes dont la situation est désespérée, car ils sont confrontés à des échéances financières très lourdes. Depuis sa création, le comité de Redon, regroupant les syndicats bretons dissidents de la FNSEA, a choisi le long terme: discours et positions progressistes amenant une évolution des mentalités dans le monde agricole, recherche de soutiens comme dans ce conflit où se sont manifestés les syndicats ouvriers et les partis de gauche dont l'UDB. Ce travail ne peut être anéanti l'espace d'une nuit de violence, dont le pouvoir profiterait pour mater ce syndicalisme dissident. Mais la crédibilité d'un syndicat passe par l'efficacité et depuis le début de l'année, où plusieurs secteurs de la production agricole ont été frappés, (les primeurs puis les légumes et aussi le lait) l'union se fait peu entre les différents producteurs, et la mobilisation aussi. De plus, dans ce conflit, deux tendances syndicales mènent une lutte parallèle face au pouvoir, avec sensiblement les mêmes revendications immédiates mais avec des options politiques différentes qui entraînent automatiquement une lutte d'influence: d'un côté le comité de Redon analysant la situation au niveau européen et critiquant son économie libérale; de l'autre un retour en force de la droite paysanne implantée particulièrement dans la côte Nord de la Bretagne (Haut-Léon et Ille-et-Vilaine et à un moindre degré les Côtes-du-Nord) qui s'est manifestée violemment à Rennes et sur la voie express de St-Brieuc lors du conflit des primeuristes et qui se manifeste aujourd'hui par la voix de Gourvennec

dans le conflit du porc. Un Gourvennec dont la FDSEA du Finistère s'est démarquée en apportant son soutien aux marins pêcheurs qui bloquaient le port de Roscoff.

Une lutte pas toujours claire

D'autre part, contrairement aux CDJA du Morbihan et de Loire Atlantique, le CDJA du Finistère n'est pas un allié clair et se sent mal à l'aise aux côtés d'un grand frère dissident, ce qui amène d'ailleurs beaucoup de jeunes à rejoindre directement la FDSEA. Dans ce contexte, menacés de débordement et même de la création comme en Loire Atlantique d'un syndicat parallèle de droite (UDSEA 44), les syndicats du comité de Redon sont tentés de «mettre de l'eau dans leur vin» et de taire comme dans les précédents conflits une partie de leurs revendications afin de mobiliser le maximum d'agriculteurs, d'éviter les heurts internes dus à des visions différentes et d'étendre leur lutte à d'autres départements, conscients qu'ils ne font pas le poids face au pouvoir. C'est ainsi que les 9 syndicats de l'ouest ont défini une plate forme minimum commune à l'initiative du syndicat du Finistère et sous la pression du comité de Redon qui a amené les autres départements à prendre des positions qu'ils hésitent aujourd'hui à défendre, car elles sont en désaccord avec celles de leurs instances nationales et du ministère de l'agriculture: 8,20 F minimum le kilo de carcasse (actuellement à 7,30 F) après avoir connu un bas de 6,60 F, prix d'il y a 2 ans; mais depuis ce temps les charges ont augmenté et le retard de la moisson avec le mauvais temps a amené les céréaliers à spéculer sur les stocks de l'an dernier. Et, avec plus de 40% de la production hexagonale, les Bretons connaissent des cours constamment inférieurs de 20 ct. au moins aux autres régions. Si la lutte contre les montants compensatoires n'a porté de fruits que très peu de temps, les paysans allemands et des Pays-Bas quant à eux ont profité de la force de leur monnaie, et ont construit des porcheries.

Encore des taxes!

Ainsi, nous arrivons à un seuil d'autosuffisance dans quasiment tous les pays de la communauté. Outre le marasme que cela est en train de provoquer, l'exportation étant de plus en plus difficile avec la concurrence du Canada, de la Chine, des Pays de l'Est et même de l'Espagne, les pays de la CEE se rabattent sur le marché intérieur, lui-même compromis par la fermeture des frontières italiennes en infraction avec les règles communautaires. En tout état de cause, il faut se rappeler des déclarations du 24 juillet dernier de Guillaume (président de la FNSEA) et de Méhaignerie (ministre de l'agriculture) d'accord sur le principe

d'extension de la taxe de coresponsabilité à toutes les productions excédentaires (pourquoi pas au point où l'on en est...?). Mais peut-être faudrait-il appliquer les taxes qui existent déjà avant d'en inventer d'autres, particulièrement pour les porcs venant frauduleusement de l'extérieur de la communauté avec la bénédiction peu dissimulée des dirigeants de la CEE: on a trouvé à Loudéac, chez Olida, des jambons bretons les mois derniers, aucune brèche n'a été taillée dans la logique libérale, le pouvoir étouffant habilement les revendications par des subventions, des stockages entraînant un relèvement momentané des cours.

CONTRADICTIONS

La Caisse Nationale de Crédit Agricole va financer la création de bâtiments agricoles en Bulgarie. Ces bâtiments serviront en particulier à l'élevage de porcs, à l'aide de céréales de venant de France, et sélectionnées. Voilà qui confirme, si besoin était, l'importance du lobby céréalier et voilà qui pose également une question bête: qui est président du Crédit Agricole du Finistère, sinon le producteur de porcs Alexis Gourvennec?

Face au pouvoir, la collaboration avec la droite bretonne est dangereuse et inefficace et l'exemple de la lutte contre la taxe de coresponsabilité laitière est édifiante à cet égard. Dans ce conflit comme les précédents, une réorientation radicale de l'économie est nécessaire suivant les propositions que nous faisons et l'union des forces progressistes en Bretagne peut contrecarrer l'avenir sombre, qui se dessine pour notre population agricole. L'UDB est décidée à œuvrer dans ce sens.

Patrick Gouez.

**Bières, eaux minérales
Fuel, lubrifiant TOTAL
Jean PICAUD**
10, rue Lamennais

Tél. 60.01.23 56 LOCMINÉ

UN BILAN DE «L'AFFAIRE HERRY»

Les paysans et le foncier

Le Peuple Breton poursuit ce mois l'entretien, amorcé avec notre dernier numéro, des responsables de la FDSEA du Finistère qui avaient été inculpés lors de « l'affaire Herry ».

6 — *La position que vous avez prise dans cette affaire a-t-elle fait l'unanimité au sein du monde paysan ?*

— La division a toujours existé dans le monde paysan. Les problèmes ne s'y règlent pas à l'unanimité. Il est certain que dans l'affaire Herry, deux conceptions de l'agriculture s'affrontent, et c'est finalement le problème de fond de l'affaire.

— *Alors, quel est ce problème de fond ?*

— Et bien, dans le département du Finistère, il y a actuellement 28.000 exploitations. Sur ces 28.000, 11.000 seront libérées d'ici huit-dix ans, et leurs propriétaires sont aujourd'hui sans successeurs potentiels. Le véritable problème est de savoir si ces 11.000 exploitations iront agrandir les 17.000 autres, ou bien si elles vont permettre à des jeunes de s'installer. Voilà tout le fond de l'affaire.

8 — *Pour vous l'affaire Herry a servi à mettre en évidence ce problème de la destitution des terres ?*

— Absolument, et a servi également à remettre en cause le contrôle des cumuls qui ne s'exerce pas en fait à l'ensemble des terres : il y a toujours des failles.

9 — *On constate qu'entre paysans la « course à la terre » existe aussi car les paysans sont acheteurs de 75% du foncier, souvent au détriment des jeunes, qui sont actuellement nombreux, mais ne le seront peut-être pas toujours.*

— Nous constatons que les paysans sont responsables du prix et de la montée du prix de la terre. Ceci est lié d'une part à la situation économique qui a été faite à ceux qui ont investi il y a 10 ou 12 ans, et d'autre part à un système fiscal qui a un grand besoin de réformes en matière d'agriculture. Il n'y a pas aujourd'hui la volonté politique qui permettrait de maintenir une densité d'exploitations et c'est pourtant ce qui permettrait de sauver l'agriculture aujourd'hui. Tout nous montre en effet que les secteurs qui ont commencé à se dépeupler continuent de le faire, alors qu'il serait plus efficace de maintenir une activité agricole à l'échelle de l'homme. Il faudra bien choisir un jour entre l'Homme et l'argent. C'est toujours le fond de l'affaire.

10 — *Donc, à travers cette affaire Herry, vous voulez déterminer une agriculture pour demain ?*

— Absolument.

11 — *Pour la Bretagne, que voulez-vous qu'elle soit ?*



Manifestation à Rennes, lors du procès.

— Aujourd'hui, nous avons la preuve que des structures d'exploitation de 15-20 hectares font vivre des familles et permettent de maintenir un tissu social dans les campagnes : commerces, écoles, bâtiments publics...

Bien sûr, sur le plan technique, il est toujours possible pour un seul paysan d'exploiter cent ou même cent cinquante hectares.

On a vu ce que l'industrialisation a apporté à la Bretagne : certaines se sont « sucrées » sur le dos des contribuables et après ont mis la clef sous la porte. Depuis, le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter. Nous pensons, dans le contexte, que l'agriculture, (qui représente 50-60% et quelquefois 80% de l'activité économique) peut permettre de maintenir un tissu social et une densité de population. Mais il faudrait des réformes.

12 — *En matière foncière, que proposez-vous ?*

Nous demandons que la répartition des fonciers soit effective, et que le contrôle existe quel que soit le type de mutation, particulièrement s'il est familial. Nous voulons que la terre soit considérée comme un outil de travail, et c'est pourquoi nous voulons qu'un contrôle total existe, ce qui permettra aux petites structures de pouvoir s'agrandir. Mais il faut également que cet outil de travail soit géré par les paysans eux-mêmes.

13 — *A partir de cette affaire Herry, vous avez été inculpés. Pourtant d'autres agriculteurs ne se gênent pas pour faire des actions beaucoup plus violentes que celles qui vous étaient reprochées, avec — semble-t-il — la bénédiction du Ministre de l'Agriculture. Pourquoi êtes-vous dans le collimateur du Pouvoir ?*

— Jusqu'à présent, nous faisons confiance à la justice ; D'un point de vue plus politique, nous sommes en opposition au libéralisme économique. C'est le choix que nous avons fait en respectant les idées de la base. En effet, quel jeune pourrait s'installer aujourd'hui avec un capital d'exploitation de 150 ou 200 millions ? (anciens). Quand nous nous adressons aux jeunes d'ailleurs, nous leur posons clairement le problème : ou bien le libéralisme économique continue, et demain 10% des jeunes pourront s'installer, ou bien, dans une agriculture à taille humaine, peut-être 90% d'entre eux pourront être paysans.

14 — *Il est donc possible que les orientations que vous prenez aient été déterminantes dans l'action en justice qui a été menée contre vous ?*

— Oui.

15 — *Mais, à propos de la terre, la terre outil de travail, remettez-vous en cause le droit de propriété ?*

— Enfin... Il faut dissocier le droit de propriété et le droit au travail. Ainsi, à la dernière assemblée générale de la SBAFER, des propriétaires se déclaraient d'accord pour faire exploiter leurs terres par des agriculteurs. Ceci dit, nous pensons que le droit de propriété ne doit pas primer sur le droit au travail (aujourd'hui c'est le cas) et ceci permettrait de résoudre le problème de la spéculation, et même de l'aménagement du territoire. La terre, objet de spéculation, doit remplir pleinement son rôle d'outil de travail pour le paysan — Le maintien d'une densité de population ne peut exister que par une répartition de la production entre les paysans.



16 — Le syndicalisme agricole aujourd'hui semble être menacé par la loi anti-casseurs et par le projet Peyreffite, «sécurité et liberté».

— Nous considérons qu'il n'est pas besoin de faire de la casse pour se faire écouter. Ainsi, dans l'affaire Herry, nous n'avons jamais été contredits sur le fond, et nous n'avons pas pour autant eu une attitude «activiste». Mais le projet Peyreffite risque en fait de garantir la sécurité des possédants contre la liberté du droit au travail. Mais aussi, il risque également de supprimer purement et simplement notre droit d'expression, ce qui risque de favoriser le retour à des «actions commandos».

17 — Vous avez donc le souci de rester dans la plus franche légalité?

— Absolument. Dans la mesure où nous estimons représenter l'expression de base, il n'y a aucune raison de ne pas y rester. Nous n'avons jamais fui devant une enquête de la PJ, au contraire.

18 — Dans le Finistère, vous êtes en désaccord avec vos instances nationales, avec également une fraction des agriculteurs bretons; de plus, vous êtes en désaccord avec la récente loi-cadre et les accords de Luxembourg. Dans ce contexte, vos objectifs ont-ils une chance d'être atteints?

— Nous sommes peut-être à contre-courant, mais je le répète, dans l'affaire Herry, nous n'avons jamais été attaqués sur le fond. Le milieu paysan est assez particulier du fait que chacun est individualisé dans son travail, malgré les travaux d'entraide. Dans la situation économique actuelle, il faut sans arrêt produire davantage et chacun se trouve finalement en compétition par rapport à son voisin, sans prendre peut-être le temps de réfléchir à la finalité de son travail. Si nous n'avons pas la majorité actuellement, c'est donc parce que tous les paysans ne sont pas conscients de la situation dans laquelle nous sommes engagés aujourd'hui.

19 — On parle souvent de la spécificité de l'agriculture bretonne; pensez-vous pour maintenir son unité, pouvoir rassembler l'ensemble des agriculteurs bretons derrière les orientations du Comité de Redon?

— Il faut en tout cas constater une chose essentielle: les manifestations de masse sont tout de même réalisées par le Comité de Redon (Vannes, Pontivy, même St-Brieuc). Ce sont donc les fédérations considérées comme dissidentes qui sont aujourd'hui capables de mobiliser. Ceci nous encourage pour l'avenir, d'autant plus que c'est dans nos fédérations non alignées qu'il y a le plus grand renouvellement de responsables, c'est-à-dire, que nous permettons aux jeunes de prendre des mandats syndicaux. cela ne se passerait pas si nous étions «à côté de la plaque».

20 — Comment vous situez-vous par rapport au monde ouvrier?

— Parallèlement aux ouvriers, on voudrait évoluer vers l'application d'horaires fixes, assortie d'un revenu minimum. Nous croyons aujourd'hui que c'est possible et beaucoup de paysans commencent à comprendre la nécessité de mener une vie plus régulière, et si l'exploitation en plus, n'est pas à l'échelon de l'homme, c'est aussi la santé qui est menacée. C'est ainsi que quelques agriculteurs commencent à prendre des vacances. Pas beaucoup, hélas, mais ce n'est sûrement pas par manque d'envie! Seulement, ils sont impliqués dans une situation qui ne leur permet pas d'en prendre. Mais il est vrai qu'il y a aussi dans ce domaine un état d'esprit à faire évoluer.

21 — Mais des ouvriers comprennent assez mal ce qui se passe dans le milieu agricole. Ils disent ainsi — non sans raisons quelquefois — que les paysans se mettent à tout casser quand ça ne va pas, mais rentrent chez eux tout aussi conservateurs.

— Là aussi, je crois que ça doit évoluer. Nous autres militants, nous avons du mal à expliquer aux ouvriers notre situation et nos problèmes. Nos sommes partisans d'expliquer les choses clairement pour dire que — par exemple — des paysans gagnent très bien leur vie, et qu'ils doivent payer leurs impôts comme tout le monde. Malheureusement le système fiscal actuel ne permet pas de maîtriser les revenus des agriculteurs. Et nous ne sommes pas d'accord pour laisser certains paysans utiliser en spéculation ce qu'ils ne payent pas en impôt.

22 — Dans l'affaire Herry, vous avez froilé la prison ferme. Attendiez-vous une solidarité de la part du monde ouvrier si les peines avaient été confirmées en appel?

— Il faut être conscient du fait que le paysan, en raison de la spécificité de son travail, demeure corporatiste. Mais le combat syndical agricole peut, et doit, rejoindre la lutte syndicale ouvrière voulant maintenir une densité de population, nous sommes conscients du fait que, constatant la dénatalité des zones rurales, demain des fils d'ouvriers prendront peut-être des exploitations. Et il y a là matière à réflexion pour les syndicalistes ouvriers et paysans, et il n'y a pas de raison pour que le monde agricole continue à vivre en «autarcie» comme cela se passe depuis des siècles.

Pour poursuivre dans ce domaine du rapprochement avec le monde ouvrier, on peut signaler que nous autres responsables, commençons à réfléchir «temps de travail», il y a en effet un sérieux décalage entre les ouvriers qui revendiquent maintenant les 35 heures et les paysans qui en font 60 ou 70! Là aussi, nous voudrions faire prendre conscience et faire évoluer les mentalités; en tout cas, nous nous y attacherons.

Propos recueillis par Patrick Gouez

Les mauvais coups d'Alice...

On a beaucoup écrit déjà sur la réforme des universités, qu'Alice Saumier-Séité a concoctée pendant l'été. On a dit combien cette réforme était élitiste, quel obstacle elle allait mettre au développement régional, et il faudra y revenir. On a même pu noter au passage qu'Alice s'était permise de supprimer, à Rennes II, une... licence de breton dont la création avait toujours été refusée.

On a moins insisté sur les aspects de cette réforme qui rétablissent en fait le «mandarinat». C'est ce formidable retour en arrière qui a provoqué la démission de M. Denis, président de l'Université de Kante Bretagne. Voici ce qu'il a déclaré.

On avait promis aux universitaires une Nuit du 4 août. Mais c'est 1815; c'est la Restauration partielle de l'Ancien Régime.

Le Parlement vient de modifier fondamentalement la loi d'orientation de l'enseignement supérieur en bouleversant la composition des conseils dans un sens littéralement réactionnaire. Sans oser rendre à la catégorie des professeurs titulaires la totalité des sièges qu'elle détenait avant 1968, on lui attribue une majorité absolue qui renforce considérablement le privilège que lui avait laissé Edgar Faure malgré les aspirations égalitaires de Mai. Cette modification s'accompagne évidemment d'une sérieuse réduction de la représentation des autres composantes de l'Université — les étudiants (auxquels on reconnaissait jusque là le droit à la parité), les personnels non-enseignants, les assistants et les maîtres-assistants —, et de la place laissée aux personnalités par l'intermédiaire desquelles on essayait de faire pénétrer à l'Université les préoccupations et les suggestions de l'extérieur. Ainsi nous est signifié par la majorité qui gouverne ce pays le caractère circonstanciel et provisoire du subtil équilibre conçu naguère par un ministre habile en réponse aux constructions utopiques d'un printemps exceptionnellement exigeant. Le compromis que la loi Faure avait réalisé autour des idées d'autonomie et de participation est jeté à bas aux applaudissements d'une minorité revancharde, alors qu'au contraire de nouveaux progrès s'imposeraient dans la voie de l'association de tous à la définition des politiques universitaires. Parce que la peur est passée, parce que les révoltes étudiantes se sont discréditées d'elles-mêmes depuis longtemps par les formes qu'elles ont prises, parce que le pays — enfoncé dans la crise — ne prête plus guère d'attention patiente à ce qui se passe dans les



Alain Mingam/Gamma

*Alice Saunier Sèité,
un ministre de choc*

facultés, voici qu'on croit sonnée l'heure de la reprise en main.

Pour cette reprise en main on compte sur les professeurs. On les flatte en leur accordant une place prépondérante dans les conseils, en leur réservant les présidences d'université et la direction de la plupart des U.E.R. Pour la mise en place du nouveau système, on compte sur les présidents en les chargeant de faire voter avant le 31 octobre les modifications statutaires qui s'imposent. En échange on croit leur faire plaisir en leur accordant la rééligibilité.

Cette situation est insoutenable. Comme professeur et comme président, je ne puis laisser croire plus longtemps que j'accepterai ce rôle de liquidateur d'une certaine espérance. Je ne restaurerai pas le mandarinat.

Il est faux de prétendre que les difficultés des universités trouvent leur source dans la composition hétérogène des conseils, alors qu'elles découlent de la politique d'austérité qui nous étrangle et de la méconnaissance des préoccupations culturelles dans le système économique qui nous régit. Il est faux de présenter la politisation des universités comme le mal suprême que seuls les syndicats dits de gauche entretiendraient, alors que le servilisme à l'égard des pouvoirs serait une vertu et que l'action souterraine des groupes de pression signifierait l'épanouissement du libéralisme. Il est injuste de dénigrer l'attitude des masses étudiantes — dans les conseils ou hors des conseils — alors qu'on ne soumet à leurs débats que la répartition de la pénurie et qu'on ne leur offre comme avenir que le chômage. Il est absurde de vanter la supériorité des professeurs alors que tant d'autres enseignants-chercheurs seraient dignes d'accéder au rang magistral si on ne pratiquait pas une politique malthusienne des carrières et que l'efficacité d'un universitaire ne se mesure pas à l'achèvement de la thèse. Il est antidémocratique de confondre le savoir et le pouvoir, de confier systématiquement alors que ces intellectuels privilégiés ont d'abord

le devoir de fournir à leurs contemporains les instruments d'information et de réflexion nécessaires à toute collectivité pour qu'elle assume elle-même son destin.

Le mandarinat c'est l'attribution aux plus titrés d'un pouvoir politique alors que seule leur compétence scientifique a été reconnue. Le mandarinat c'est la fondation de l'autorité non pas sur la confiance des autres mais sur les diplômes. Le mandarinat c'est la hiérarchie consacrée par les parchemins. Aussi est-il faux de voir dans le mandarinat un gage de sérieux et d'équilibre pour les universités, alors que celles-ci sont l'affaire de tous, de leurs usagers potentiels comme de leurs usagers réels. Recourir au mandarinat c'est priver les conseils des interrogations les plus stimulantes et des suggestions les plus novatrices, c'est vouer l'enseignement supérieur à la reproduction indéfinie de ses propres modèles sans laisser place à la création véritable, c'est compter sur l'ésotérisme de discussions byzantines pour sauver les apparences de la démocratie sans affronter le risque salutaire des remises en question fondamentales. En un mot c'est vouer l'université au repliement sur soi, à l'étiollement, voire à la disparition. Permettez à l'historien d'évoquer un précédent, celui de l'ancienne Sorbonne qui, au XVIII^e siècle, s'est tellement enfermée dans des règles désuètes qu'elle n'a pris aucune part au progrès scientifique et au mouvement des idées de l'époque des Lumières, si bien que la Révolution a pu fermer sans douleur un établissement dont une oligarchie pourtant satisfaite avait prouvé la vanité.

Comme professeur et comme président, il est de mon devoir de dénoncer le danger mortel que fait courir aux universités la nouvelle loi.

Parce que j'ai la prétention de n'avoir pas trahi le mandat qui m'a été confié il y a près de cinq ans, parce que les conditions souvent difficiles dans lesquelles j'ai exercé ma présidence ont toujours été accompagnées de manifestations réconfortantes de

confiance, je n'ai jamais cédé aux tentations de démission que des raisons personnelles auraient à elles seules suffisamment justifiées. Mais cette fois-ci je ne puis réaliser moi-même la destruction du cadre institutionnel au sein duquel nous avons tous ensemble construit et développé un instrument de formation aussi essentiel, je ne puis contribuer à l'annulation de douze années d'efforts accomplis dans le sens de la démocratisation et de l'ouverture. En conséquence, je cesserai d'exercer mes fonctions le 15 septembre prochain au moment même de la rentrée, en signe de protestation et dans un but de sensibilisation.

En signe de protestation d'abord, les modifications apportées au cœur même de la loi qui nous régit sont le couronnement de toute une série d'arrêtés et de décrets publiés ces dernières années par le gouvernement. On avait déjà humilié les assistants et les maîtres assistants en mettant en doute leur compétence et en les soumettant à des procédures très sélectives de concours; aujourd'hui, on leur dénie le droit d'occuper dans les conseils une place proportionnée aux importantes tâches qu'ils accomplissent réellement. On avait déjà découragé les personnels administratifs et techniques par les refus de créations de postes et les atteintes portées à l'autonomie; aujourd'hui, on les confine sur des strapontins. On avait déjà désespéré les étudiants en transformant progressivement les universités en parkings culturels; aujourd'hui, on exclut les rares délégués qu'ils avaient accepté d'élire. Toute cette politique est cohérente; aujourd'hui, on veut se donner les moyens d'étouffer les protestations qu'elle suscite régulièrement, notamment par l'intermédiaire des conseils et des présidents, et on veut frayer la voie à de nouveaux mauvais coups. Pour ce qui me concerne, je ne puis accepter d'achever mon mandat en contredisant les principes sur lesquels j'ai fondé en 1968 mon action militante et depuis 1976 mon action de président; je ne puis accepter de réduire la représentation de catégories qui ont fourni à l'Université de Haute-Bretagne des responsables actifs et dévoués; je ne puis accepter de faire disparaître les Unités d'Enseignement et de Recherche les plus originales et les plus dynamiques pour insuffisance de professeurs en leur sein. Personne ne peut me demander un reniement. Elu dans le cadre d'une loi donnée, j'ai le droit de reprendre ma liberté dès que la loi est dénaturée.

Je quitte aussi mes fonctions dans un but de sensibilisation. Qui, mieux qu'un président d'université, réagissant vigoureusement, peut essayer de faire comprendre à tous ceux qu'intéressent les problèmes universitaires la gravité des votes consentis par les parlementaires en fin de session, à la veille des vacances? Qu'est-ce qui, mieux qu'une démission, peut inciter toutes les composantes de l'Université de Haute-Bretagne à une réflexion, voire à des révisions déchirantes? J'invite en particulier les professeurs à ne pas se laisser entraîner dans les délices illusoire d'un ghetto corporatiste, les autres personnels à surmonter leur déception et leur amertume, et chacun à redéfinir des formes de présence offensive dans tous les lieux de pouvoir et de décision — sans exception — comme dans tous les lieux de l'activité professionnelle afin de sauvegarder l'essentiel, en attendant le jour où, sans doute de l'extérieur, un souffle régénérateur rendra aux universités un grand dessein.

LE PROBLEME BRETON ...

Plouaret: Dépôt de bilan aux Transports Sillou

Depuis 3 mois, aux transports Sillou de Plouaret, c'est l'incertitude pour près de 50 travailleurs. Après le dépôt de bilan, la Société est actuellement sous syndic. La première chose faite par celui-ci a été de payer les salaires: certains chauffeurs avaient 2 mois de retard.

Mais au-delà de quelle solution pour cette entreprise? Aucun renseignement ne parvient aux travailleurs qui continuent d'assurer leur service sans savoir quel sera leur sort: le chômage ou la reprise sous des conditions encore plus mauvaises?

Il n'existe en outre aucune section syndicale dans l'entreprise depuis la répression brutale contre la section CFDT il y a 4 ans, où tous les militants furent licenciés.



Offensive CGT contre les pavillons de complaisance

«L'Océan Freezer», navire affrété par la Société Doux pour ses exportations de poulets, cachait jusqu'alors une exploitation éhontée de ses marins. L'un d'eux, d'origine chilienne, ayant 11 mois d'embarquement, s'était vu refuser son billet d'avion pour se rendre dans son pays. Pour se rendre à Santiago du Chili, il devait payer 3900 francs, alors que son salaire ne dépassait pas 2000 F par mois.

Pour la CGT, les marins naviguant sous le pavillon grec finiront par travailler uniquement pour manger, dormir et... engraisser l'armateur.



Trémuson: 350 emplois menacés aux «Caravanes Star»

Aux «Caravanes Star» de Trémuson près de St-Brieuc, l'annonce du dépôt de bilan s'est faite le jour même du départ en vacances des 350 travailleurs. La CFDT avait déjà fait état des difficultés financières de la Société.

Cette Société fabriquait jusqu'alors 4000 à 4500 caravanes par an. Le dépôt de bilan a été annoncé sans que les représentants du personnel aient été avertis en comité d'entreprise.

L'action a d'ores et déjà commencé pour la sauvegarde de ces 350 emplois si précieux pour la région et nul doute qu'à la rentrée celle-ci se durcisse contre tout licenciement.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes: L'Université secouée par les mesures «Saunier-Séité»

Après l'annonce de la nouvelle carte universitaire, l'Université nantaise fait ses comptes avant la prochaine rentrée.

A Nantes, des licences et maîtrises sont supprimées ainsi que des DESS, diplômes d'études supérieures spécialisées et DEA, diplômes d'études approfondies. L'Université nantaise qui prenait de plus en plus d'importance dans le domaine de la recherche en matière agro-alimentaire et dans le secteur maritime se voit aujourd'hui amputée d'un DEA de biologie végétale lié directement aux ressources agro-alimentaires.

L'enseignement juridique est également touché par la suppression du DEA de droit public et du DEA de droit maritime et aérien. En second plan, les licences de psychologie et de philosophie disparaissent purement et simplement...

Le déficit se traduira ainsi à la prochaine rentrée universitaire à Nantes: sur 61 habilitations demandées au second cycle, 50 ont été accordées. Pour les DEA, la dégradation est encore plus nette: 12 habilitations ont été accordées sur les 31 demandées, et 3 sur 8 en DESS.

Les décrets d'application n'ayant pas encore été publiés au «Journal Officiel», l'Université Nantaise entend se battre pour survivre et empêcher son démantèlement.

ILLE-ET-VILAINE

Fougères: Chômage partiel chez «Ouest Optique».

Spécialisé dans la fabrication de verres de correction, l'entreprise Ouest-Optique de Fougères sera touchée à la rentrée par une mise au chômage partiel de son personnel.

La direction vient d'annoncer aux 127 employés, qu'en raison d'une surabondance des stocks, le temps de travail serait «aménagé» pour la période du 1^{er} septembre au 30 décembre: les employés devront travailler entre 120 et 160 heures de moins ce qui représente pour eux une perte de salaire moyenne de 9,20% de leur salaire net mensuel.

FINISTÈRE

Une Cornouaille bientôt surmilitarisée.

En Cornouaille, le démantèlement industriel s'accroît. La Conserverie Chancerelle à Douarnenez a fermé ses portes en février et ses ouvriers sont venus grossir les rangs des 600 chômeurs douarnenistes. Mais le drame réside aussi dans le fait qu'on n'en parle déjà plus!

Dans les E.A.M., écoles d'apprentissage maritime, des sections sont menacées à Concarneau et Audierne.

Par contre, certains secteurs ne sont pas menacés loin s'en faut! Sur les hauteurs de Pluguffan à la sortie de Quimper sur la route d'Audierne et de Plogoff, s'élèvent de nouveaux bâtiments, une usine? non. Un centre de télécommunications? Oui et non, car, si un magnifique ensemble de radars surplombe le tout, il s'agit là en fait d'installations militaires dépendant du centre d'essais des Landes; 25 hectares et 8 bâtiments.

Dans ce domaine, la Bretagne a un avenir certain, ce centre aura sa pleine capacité à la fin du siècle! Ici, les promesses seront tenues et avec la deuxième base de sous-marins nucléaires qui se profile à l'horizon du Cap de la Chèvre, la Cornouaille sera bientôt surmilitarisée.

Reste l'espoir contenu dans les paroles du Secrétaire d'Etat Marc Bécam qui déclarait lors de l'inauguration du centre: «Nous devons être capables de décider nous-mêmes et non par tuteur interposé... Un peuple qui se couche est un peuple d'esclaves. Un peuple qui résiste est capable de renverser des montagnes».

Qui citait-il donc? Et à quel Peuple s'adressait-il? Voilà toute la question...

DE NANTES A BREST



CÔTES-DU-NORD

Guingamp: Le chômage s'étend.

La rentabilisation à outrance des investissements, de manière à dégager un profit maximum sur le dos des travailleurs, est à l'origine de nouveaux licenciements dans deux usines de Guingamp.

A la SELF, ou Fonderies du Trégor, 64 licenciements ont été décidés à la suite de la fermeture de l'usine, due soi-disant au manque d'aide publique. Il s'agissait en fait de concentrer la production et d'éliminer une éventuelle concurrence.

A la Soguintel, ex AOIP, 180 travailleurs ont accepté leur licenciement déguisé sous forme de départ volontaire. Près d'un milliard d'anciens francs auront été ainsi versés en primes de départ alors que cette somme aurait couvert une réduction du temps de travail de 4 heures par semaine pour l'ensemble des travailleurs pendant presque deux ans. On est loin du progrès technique au profit du social! 240 emplois sont ainsi perdus à Guingamp sans solution de rechange et sans réaction des pouvoirs publics... Ou avec leur complicité?

Le patronat et le gouvernement concrétisent leur volonté de faire payer aux travailleurs les effets de la crise. D'ores et déjà, la rentrée sociale s'annonce difficile: le chiffre de 4000 demandeurs d'emplois à l'ANPE de Guingamp sera atteint. Guingamp, qui détient le 2^{ème} taux de chômage en Bretagne derrière Redon, aura-t-elle le triste privilège d'être au premier rang?



A Lannion aussi, le chômage progresse

MOR-BIHAN

Lorient:

A la Compagnie du Poisson, lutte syndicale pour le rattachement à la convention collective.

Au cours d'une réunion extraordinaire qui s'est déroulée le 20 août dernier, la direction de la Compagnie du Poisson a refusé aux syndicats les augmentations de salaires réclamées par les travailleurs de l'entreprise, depuis déjà de longues semaines.

Succursale de la Société Lorientaise des Produits de la Pêche, la Compagnie du Poisson compte 75 salariés sur le port de pêche de Lorient et est spécialisée dans l'alimentation pour bétail et les engrais à base de poisson.

La direction refusant l'application de la convention collective avec effet rétroactif sur les salaires, le syndicat CFDT appelle les travailleurs à défendre leurs droits par des actions dès la rentrée.

St Nazaire: Usine fermée au retour des vacances pour 32 salariés

En se présentant sur leur lieu de travail au retour des congés, les trente deux employés de la Société «Atlantic Confection» ont trouvé portes closes à l'usine.

Le directeur devait leur annoncer que l'ensemble du personnel était licencié après le dépôt de bilan de la société. Cette usine spécialisée dans la fabrication de vêtements de fourrure sur la zone industrielle de St Nazaire ne présentait pourtant pas de signes de faiblesses avant la fermeture pour les congés.

Il n'y a aucun espoir de reprise pour les personnes licenciées qui va grossir les rangs des milliers de chômeurs de Loire Atlantique.



«Dahouët: mégalo manie galopante»

Dahouët, le port de Pléneuf Val-André, risque de faire les frais de l'ambition du maire, M. Guédo. Un projet mégalo manie vise en effet à transformer ce port où la pêche est très active en une énorme marina permettant l'accueil de 900 bateaux de plaisance. Avec ce que cela implique comme Infra-Structures (hôtels, routiers, etc.) et comme choix dans la clientèle touristique. Evidemment de haut standing. Un comité de défense, s'est constitué auquel la section UDB participe activement (pétitions: + 1200 signataires, distribution de tracts, presse, etc.)

Mais il n'y a pas de temps à perdre, car les travaux devraient commencer incessamment (tout est confié à un promoteur) après un simulacre d'enquête d'utilité publique.



Un nouveau mensuel: «Musique bretonne»

Sonerien ha kanerien Vreizh est une fédération qui regroupe diverses associations de sonneurs, chanteurs, musiciens traditionnels ainsi que des associations de terroirs spécialisées dans le collectage. Cette fédération vient de lancer un mensuel.

«Musique bretonne» édité à 1500 exemplaires et dont les objectifs sont de faire connaître aux initiés, mais surtout au grand public, les activités de la musique dite traditionnelle en Haute et Basse-Bretagne.

«Musique bretonne» BP 65 Hôtel de ville. 22023 St-Brieuc, Cédex.

BELFAST, IRLANDE DU NORD

La guerre des gosses



Michel Guillaume

Dans quelques minutes, l'immeuble de droite va sauter. Prévenus, les militaires attendent...

«Au nord, la politique "d'ulstérisation" implique que les pouvoirs des Britanniques soient relégués aux loyalistes, à plus ou moins long terme, selon le rythme d'éclatement des contradictions internes au capitalisme britannique. Plus tard se produira ce retrait, plus les organisations para-militaires loyalistes auront le temps de s'y préparer, plus importants seront les risques de guerre civile dans toute l'île. D'où la nécessité d'un retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord, pour la résistance. Les protestants, désemparés, ne rejettent l'idéologie réactionnaire loyaliste et leurs dirigeants bourgeois que s'ils sont acculés à reconnaître que leur salut historique réside dans l'union avec la classe ouvrière catholique dans le cadre

d'une Irlande unie et socialiste»
(Extrait de **La Résistance irlandaise**, par Roger Faligot, Petite coll. Maspero, 1977).

BELFAST — Difficile de n'être pas sensible à l'atmosphère feutrée, au silence baignant ces longues avenues qui descendent de la gare vers le centre-ville. Certes, il est huit heures du soir et les gens s'en sont retournés de leur travail, de leurs achats. Sans doute est-ce l'immobilité de quelques soldats, les épaules plaquées au mur d'un immeuble, le fusil dirigé vers le sol ou pointé vers une cible invisible, qui donne ce sentiment d'ambiance figée, d'attente apparemment sans fin.

Pinceau ou revolver?

Sur son piédestal, la reine Victoria, tournant résolument le dos à l'imposante City Hall, fait face à une Royal Avenue dont l'entrée est barrée

par les postes de la Sécurité, où une fouille rapide (ou non, ça dépend de ce que l'on transporte) est de rigueur. Pour sortir de ce quartier, entièrement ceinturé, des grands commerces du centre, on s'engage dans des portes de fer tournantes, dont le mouvement giratoire ne s'effectue évidemment que dans un sens.

Falls Road. Changement de décor dans l'artère principale du quartier catholique situé au sud-ouest de la ville. Immeubles de briques rouges, bâtiments calcinés ou en démolition, l'attention se porte sur les côtés de l'avenue avant d'être attirée par un véhicule militaire dûment blindé occupant le milieu de la chaussée. Officiers et soldats surveillent une rue attenante, prise dans la ligne de mire du fusil-mitrailleur fiché au sommet de l'engin. Sur le trottoir d'en face, une camionnette achève de se consumer. Près des flammes, à deux pas des

militaires, sur la route, une foule composée en majorité d'enfants. Qui bougent, qui crient, qui narguent les soldats dont le doigt repose sur une gachette, dont le visage voudrait rester impassible.

Se détournant de son chemin, le taxi mord le trottoir, frôle la camionnette, évite un gosse qui fait mine, avec un bâton, d'arroser le pare-brise de balles imaginaires. Deux cents mètres plus loin, un autre barrage fait se répéter la scène, voiture enflammée y compris.

A Belfast, c'est la vie quotidienne. Et cette fin de mois de juillet n'est pas particulièrement agitée. Si ce n'est cette nuit où un adolescent de 16 ans se fait proprement descendre par des policiers qui avaient pris son pinceau (utilisé en l'occurrence pour apposer sur une affiche publicitaire un slogan favorable à l'IRA provisoire) pour un revolver. Inutile de dire que cette version de l'événement n'est pas enregistrée telle quelle par la population catholique. Quant à la tendance des fonctionnaires de police et des soldats à ajuster leurs cibles au-dessus de la ceinture (de préférence le visage et la poitrine) plutôt que de tirer dans les jambes, son caractère est, au fil des morts, décidément chronique. Le lendemain du meurtre, on peut lire, dans **The Irish News** une protestation allant dans ce sens, d'avocats d'Irlande du Nord.

Peur de l'inconnu

Qui penserait que cette jeune femme souriante, détendue, plaisantant avec l'un et l'autre, vient de passer quatre années dans la prison des femmes, à Armagh? Que cet homme jeune, à l'humour bon enfant, parfois cinglant, a connu voici peu Long Kesh, trois années durant? Que le serveur, déjà âgé, de ce pub immense, a perdu sa femme et sa fille lors d'une explosion? Qui sont ces gens? Comment se fait-il qu'ils soient si accueillants, si chaleureux? Sont-ils imperméables au climat pour le moins tendu qui règne dans leur ville?

Ceux dont je suis l'hôte me répondent: «**ici, l'indifférence à tout ce qui se passe n'existe pas. Que les gens agissent ou non, ils ont en commun la volonté de vivre malgré tout.**». Une volonté dont la force leur permet de paraître indifférents à la présence de l'armée britannique jusqu'à ce que, au moyen d'une bombe ou d'un simple cri, il soit rappelé à l'occupant qu'il est toujours autorisé à mettre les voiles.

Mes interlocuteurs désapprouvent les actes violents qui sont périodiquement le lot de l'actualité en Irlande du Nord. Ils ne sont pas les seuls. Ils font même partie de la majorité de la population, qui refuse d'agir ainsi. «**Nous avons des amis protestants. On se rencontre chez les uns, chez les autres. Notre éducation nous rapproche. Elle nous permet de discuter librement, d'aborder tous les sujets sociaux et culturels, notamment. Parfois cependant, lorsqu'on parle politique, il y a comme un blocage de part et d'autre, et on s'engueule.**».

INTRODUCTION CARD.		Class of placing
MINISTRY OF LABOUR, NORTHERN IRELAND.		
Order No.	Date	Class No.
ALFRED STREET		
To	Agent Exchange	Phone No.
In reply to your request for <u>42</u>		
I am sending the bearer, M. <u>H. G. STEVENSON</u>		
Please complete the space below and return this card to me as soon as possible, through the post, in the enclosed prepaid envelope.		
183 H. G. STEVENSON, Manager.		
EMPLOYER'S REPLY.		
Have you engaged the worker? <u>NO</u>		
Date worker is to start.		
If the worker is not engaged please state overleaf the reason.		
Please impress business stamp.	Signature	Date
R.O. 16	<u>P. Brothers</u>	<u>27/9</u>
R. Ireland.		183 6 r.o.

IMPORTANT.
Refusal of suitable employment is a disqualification for the receipt of Unemployment Benefit.
In the public interest, therefore, you are asked to state fully why you did not engage the applicant.

Religion

C.1228 W1.544 10.000 Op. 101 1/36 R.W.L.A.J.
C.2026 W1.1273 1104 10.000 Op. 101 1/36 R.W.L.A.J.

Réponse de l'employeur : pas d'engagement, motif : religion...

Le mot «religion» n'a pas été prononcé. Il aurait pu l'être. Non pas à cause du fait que c'est la divergence de leurs croyances qui fait que catholiques et protestants en viennent régulièrement aux mains (une tarte à la crème que la caste presbytérienne garde soigneusement au frais; on sait jamais, ça peut servir). Il aurait pu l'être, car il correspond à une réalité existant dans les deux «camps». «**Beaucoup de gens ont peur de ce qu'ils ne connaissent pas**», me dit-on. En d'autres termes, les préjugés ont leur mot à dire. Ces derniers étant, à leur tour, entretenus sans fausse honte par le Secrétariat d'Etat de Londres pour l'Irlande du Nord.

Divergences d'intérêts

Un des responsables politiques de l'IRA provisoire nous livre un aspect de la propagande britannique: «**Si le Sinn Fein arrive au pouvoir dans une Irlande socialiste, ce sera la porte ouverte au communisme, par Union Soviétique interposée.**». A la question de savoir quelle est la raison dominante de l'occupation britannique, en 80, dans les «Six Comtés», la réponse tient en un mot: le fric. Le Secrétariat d'Etat détient les principaux leviers de commande du pays: Education, Logement, Economie... «**Les Brits ont largement investi dans les secteurs importants de production. Leurs intérêts financiers, sans parler de ceux des multinationales, ils y renonceraient difficilement.**».

Quant au système politique prôné par le Sinn Fein en cas de réunification de l'Irlande (Gouvernement fédéral, quatre parlements provinciaux, pouvoirs régionaux, conseils de districts élus à la représentation proportionnelle), rien le laisse prévoir que sa mise en place s'effectuerait en douceur. Le parti actuellement au pouvoir en République d'Irlande (le Finnea Fail) n'est pas précisément porté à voisiner avec des membres du Sinn Fein.

D'autre part, le parlement des neuf comtés de l'Ulster, «qui représenterait les Catholiques ainsi que les Protestants, les Orangistes ainsi que les Républicains, la Gauche ainsi que les Conservateurs», aurait probablement quelque mal à fonctionner pour pas mal

de raisons dont une: les théories socialistes (au demeurant fort peu développées dans son programme politique) du Sinn Fein vont évidemment à l'encontre des privilèges acquis par les loyalistes avec le large concours de la puissance britannique. Sacré sac de nœuds. Sans parler du reste.

Nuit d'anniversaire

Une hache. C'est la seule arme que j'ai vue dans les mains d'un gosse. Celui-ci entraîne ses copains à la recherche de combustible. Sur un champ bordant Glen Road, chaises, matelas, mobiliers divers sont petit à petit entassés. Enfoncés dans un large fauteuil, deux bambins, de six ans environ, jouent au revolver au moyen de leur main repliée, l'index balayant le paysage. Puis, dans un éclat de rire, ils renversent leur siège et se retrouvent pattes en l'air. Trois fillettes et deux chiens traversent les débris qui vont servir au grand feu du 9 août.

En d'autres lieux du quartier, d'autres brasiers éclaireront cette nuit d'anniversaire. C'est à cette date qu'en 1971, les Britanniques procédèrent à des raids contre les Républicains. «The Internment» ou Internement administratif (sans procès) est né. Dans l'escalade suivront les «Blanket men» (les hommes à la couverture) de Long Kesh, les femmes d'Armagh.

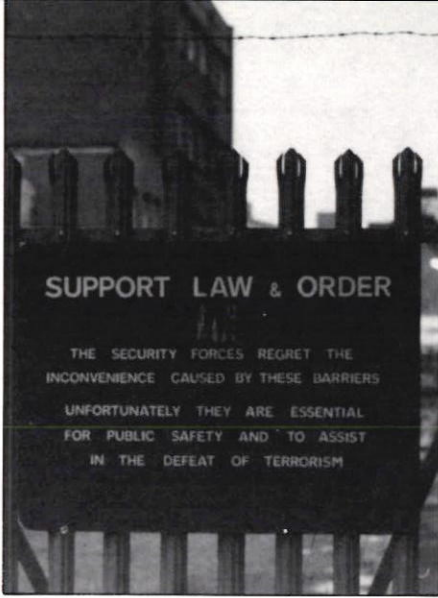
Dans la nuit du 8 ou 9 août 1980, «à Andersontown un jeune homme est abattu en pleine rue (...). Sur Falls Road, un autre jeune garçon est tué net, la poitrine défoncée par une balle de caoutchouc. Au même instant, Ann Mc Cullen, 14 ans, a le visage fracassé par une basse identique, «non mortelle» selon les autorités britanniques, et se retrouve dans un état critique à l'hôpital Victoria de Belfast». (David Sharp. Libération du 11 août). En 14 heures, 7 morts, en comptant les anglais.

Va jouer dans la cour

Une auto blindée verte file le long d'Andersontown Road. Emergeant de son sommet, portant casque et visière, le soldat-guetteur semble faire partie

Pour la Namibie,

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE A PARIS



« Apportez votre concours à la loi et à l'ordre. Les forces de sécurité regrettent la gêne occasionnée par ces barrières. Malheureusement, elles sont essentielles à la sécurité publique et pour contribuer à la défaite du terrorisme »

intégrante de ce tank citadin. « Pourquoi il se retourne celui-là ? Il n'a jamais vu de Brits ? ».

Je n'ai pas entendu cette phrase mais l'ai lue dans le regard de ce gosse d'une dizaine d'années, ne comprenant manifestement pas qu'on puisse faire montre du moindre intérêt envers les serviteurs de l'occupant. Aucune méfiance, ni agressivité dans cette interrogation muette, mais l'étonnement d'un enfant qui, lui, a toujours été habitué à ce spectacle.

Ce qui ne l'empêche pas, si l'envie lui prend, de ramasser une pierre et de faire résonner la carrosserie blindée. Ou de s'attaquer, en bande, aux camps et casernes stratégiquement répartis dans le quartier. Ou de faire le « Hijacker » en posant une bombe dans une voiture.

Et la violence de ses actes n'est et ne sera pas forcément proportionnelle au nombre de fois où son père aura été arrêté, au nombre d'années qu'un parent aura passé à Long Kesh, au nombre de morts « accidentelles » de sa famille. Il est né là, tout simplement. La prise de conscience de son univers se fait d'autant plus naturellement qu'il lui suffit d'ouvrir les yeux et de regarder.

Les enfants d'ici n'ont nul besoin de soldats de plomb, ni de chars miniatures pour s'occuper. Ils n'ont qu'à sortir de chez eux pour les voir grandeur nature, en chair et en acier. Des jouets d'autant plus sollicités qu'ils sont loin de les porter dans leur cœur.

Qu'est-ce qu'ils pensent, eux, de la « guerre de libération nationale » ? Pour eux, qu'est-ce que représentent les « Brits » ? Leur guerre est-elle la même que celle des adultes ? Sur quelles bases reposera leur future conscience politique ?

Une chose est sûre : la haine de l'occupant est la première leçon qu'ils apprennent. Sans avoir à potasser leur livre d'histoire, officielle ou non. Et qu'ils décident plus tard de passer ou non la frontière qui mène aux actes de mort, cette pensée ne les quitte jamais. Avec un maître mot : « Go home ! »

Patrick Kernan.

Répondant à l'invitation du SNAPO (Mouvement de Libération Nationale de Namibie, ex. Sud-Ouest Africain) l'UDB a décidé d'envoyer une délégation à la conférence Internationale de Soutien à la lutte du peuple Namibien, qui se tient à Paris au mois de septembre. A cette occasion, le peuple breton publie ci-dessous le texte de l'appel lancé par le comité international chargé de la préparation de la conférence.

Appel international

De dramatiques événements en Afrique du Sud ont concentré l'attention internationale sur la lutte du peuple namibien pour sa liberté et une authentique indépendance. Au fur et à mesure que cette lutte progresse, les efforts du régime Sud-Africain et de ses alliés pour contrer la volonté du peuple namibien, vont en s'intensifiant. Ceci nécessite un renforcement de la solidarité internationale avec les Namibiens à travers leur mouvement de libération, le SNAPO.

Avec la victoire de la lutte de libération du Zimbabwe, la guerre en Namibie prend une plus grande dimension. Les forces armées du SWAPO, l'Armée de libération du Peuple de Namibie, affrontent les forces sud-africaines d'occupation avec un succès grandissant.

Pendant ce temps, la combinaison des sections de masse et des opérations militaires de l'ANC (African National Congress) défie le régime de l'Apartheid à l'intérieur de l'Afrique du sud elle-même. La réponse du régime de Prétoria a été de continuer ses actes d'agression contre les états frontaliers, en particulier l'Angola et la Zambie, sur une plus grande échelle qu'auparavant — l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud n'est même pas une menace pour la paix ; cela constitue une rupture de la paix et de la sécurité internationale. L'Afrique du Sud est en guerre.

A l'initiative du SWAPO, une conférence Internationale de solidarité à la lutte du Peuple de Namibie va se tenir en France, à Paris, du 11 au 13 septembre 1980. Cette conférence va avoir lieu à un moment où les progrès de la lutte de libération du peuple namibien, constituent le plus grand obstacle jamais rencontré par le régime sud-africain dans l'occupation du pays, avec pour arrière-plan les développements suivants :

— l'intensification de l'implantation militaire de l'Afrique du Sud en Namibie.

— la répression massive sous toutes ses formes de l'opposition à l'occupation illégale de l'Afrique du Sud.

— la persistance de l'Afrique du Sud à imposer un régime fautoche du peuple de Namibie, défilant ainsi les résolutions 385 et 435 de l'ONU.

— une accélération marquée de l'exploitation des ressources minérales de la Namibie, contrairement aux termes du décret n° du conseil des Nations Unies pour la Namibie.

— le rôle majeur des principaux états occidentaux qui protègent l'occupation illégale de la Namibie, en paralysant une action internationale effective contre l'Afrique du Sud, en particulier par le biais des sections économiques.

— les efforts des occidentaux pour chercher à manipuler les négociations des Nations Unies en faveur de l'Afrique du Sud, afin de s'opposer aux vœux du peuple namibien, et défendre leurs propres intérêts économiques dans cette région.

Face à cette situation, le but de la conférence sera plus particulièrement d'établir les plans d'une nouvelle grande campagne pour la Namibie, incluant les actions suivantes :

— isoler totalement l'administration illégale de l'Afrique du Sud,

— fournir les moyens et la compréhension des sanctions contre l'Afrique du Sud,

— développer une assistance matérielle et politique du peuple de Namibie à travers le SWAPO.

Cette conférence se déroulera sous le patronage des chefs d'états africains, avec la participation active de divers organismes des Nations Unies, de l'OUA, d'organisations gouvernementales ou non-gouvernementales incluant des groupes de solidarité nationaux ou internationaux contre l'apartheid.

Le comité préparatoire international appelle les gouvernements, les organisations non-gouvernementales, les partis politiques, les syndicats, les organisations religieuses, les mouvements de jeunesse et d'étudiants, les mouvements de solidarité, et des représentants de l'opinion publique, à soutenir cette campagne.

Halte à la mort du centre Bretagne Rassemblement à Carhaix (salle des écoles), à l'appel de l'U.D.B. samedi 20 septembre, à partir de 15 heures

en 10 ans:

- la population a chuté de plus de 10%
- 10.000 emplois agricoles ont été sacrifiés
- le chômage a été décuplé
- plus de 1000 personnes ont émigré chaque année
- des dizaines de classes, des écoles, des CEG, ont été supprimés
- des bourgs sont morts, les campagnes se sont vidées

dans 10 ans:

- combien d'habitants en dehors de Carhaix (10.000 ha) et de quelques petites villes?
- combien de bourgs auront encore commerces et services publics?
- combien d'exploitations subsisteront par commune?
- combien d'écoles rurales, de CES, voire de LEP et de lycées survivront?
- combien de centaines d'hectares auront été noyés pour envoyer de l'eau ailleurs?

Freiner l'exode, la désertification, le vieillessement, est urgent, ils condamnent le centre Bretagne à la mort lente

C'est pourquoi l'U.D.B., devant la gravité de la situation et au moment où la question va être mise à l'ordre du jour du Conseil Régional, appelle les militants et la population à participer massivement à cette manifestation.

Pour que vive le centre Bretagne

Se former, avec l'U.D.B.

L'UDB organise un cycle de trois stages ouvert à ses sympathisants

La formation dispensée ne sera pas scolaire. Il n'y a pas de militants possédant la science et d'autres qui ne la possèdent pas. La formation, c'est une remise en cause qui doit permettre à tous de se situer face aux aliénations véhiculées par le capitalisme et le colonialisme en Bretagne. Chaque stage de ce cycle de trois week-ends fait appel à trois séquences.

- une séquence d'expression
- une séquence d'apprentissage
- une séquence de bilan de fonctionnement.

La diversité de ces séquences fait que l'attrait ne sera pas simplement axé sur l'UDB mais aussi vers une progression personnelle. Ce cycle peut avoir une assistance séparée mais, pour que la troisième séquence soit efficace, il est souhaitable de suivre les trois week-ends.

1) Week-end: 4 et 5 octobre

Samedi:

15 H - 22 H: Techniques d'expression (écriture spontanée, lecture de l'image)

Dimanche:

9 H - 17 H: apports théoriques (UDB - marxisme)

2) Week-end: 29-30 novembre

Samedi:

15 - 22 H: Techniques d'expression (orale et gestuelle)

Dimanche:

9 H - 17 H: apports théoriques (les écrivains anticolonialistes)

3) Week-end: 24-25 janvier 81

Samedi:

15 H - 22 H: Techniques d'expression

Dimanche:

9 H - 17 H: Apports théoriques (la vie des groupes, le fonctionnement de l'UDB).

Les stages se tiendront à Lorient au Foyer du jeune travailleur et sont ouverts à tous.

Pour renseignements et inscriptions, écrire à Michel Demion, 1, impasse rue J. Le Vagueresse, 56100 Lorient.

Tarif 100 F par stage. Le prix comprend 2 repas, 1 petit déjeuner et l'hébergement en dortoir.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• **Apprendre le breton**, à l'Université de Paris VIII-Vincennes. Six niveaux différents donnant droit à des U.V. Université de Paris VIII, rue de la Tourelle 72012 Paris. Tél.: 374-12-50.

• **Stage**

pour animateurs bénévoles ou professionnels sur les « Associations de 1901 », du 22 au 27 septembre, à Nantes. Renseignements: Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports. BP 936 44075 Nantes-Cédex. Tél.: 49.41.24.

• **Correspondance**

D. André, Kerbasquen, 29000 Quimper, natif de St-Dolay (56) recherche des membres de sa famille: André, Bompoll, Saudurel.

CRÊPERIE PRAT en BRAS

KERZERHO - ERDEVEN
Route Plouharnel-Carnac
Madame LE FLOCH

Tél.: 52.37.67

BAR - TABAC

JOURNAUX

« LE CONCORDE »

15, rue Thiers 56 000 VANNES

« La récré »

Jouets - Modélisme - Farces et attrapes
Portiques - Piscines de Jardin
Fournitures peinture d'art

Dani LE RAY

11, rue Aristide-Briand
56500 LOCMINÉ - (97)60.06.03

LA BOUQUINERIE

26, avenue de la Gare

CONCARNEAU

Livres, matériel scolaire et de bureau

FÊTES DE CORNOUAILLE



**SELON LA GENDARMERIE
MELLAC: CARREFOUR INTER-
-NATIONAL DU VICE, DE LA
DROGUE ET DE L'ALCOOL !**



RENNES

«Lestombées de la nuit»

La culture bretonne à l'honneur

Sous l'égide du syndicat d'initiative et de la municipalité ont eu lieu du 7 au 12 juillet les premières « tombées de la nuit »! Elles se veulent le festival de la création bretonne, s'appuyant exclusivement sur la création régionale. Voilà qui mérite d'être souligné.

Beaucoup d'incertitudes pesaient, au début, sur ce festival: le fait d'être une première, le temps, la réaction du public. Disons que nous avons été très vite rassurés: c'est en foule que les Rennais de tous âges et de toutes conditions se sont pressés aux différents spectacles. L'accueil fut chaleureux, parfois même enthousiaste.

Pour ceux qui en doutaient encore, les pendules ont été remises à l'heure : la culture bretonne contemporaine a des possibilités et l'accueil du public montre que si on la favorise un tant soit peu, les réactions sont immédiates. Car il n'y avait pas que des convertis au « Poème du pays qui a faim » de P. Keineg, aux ballets Dihun ou au tour de chant triangulaire de Servat, Glenmor et Favennec mais bien un peuple vivant sa culture ! Pour nous qui, depuis 16 ans menons le difficile combat d'émancipation, c'est une grande satisfaction autant qu'un appel à persévérer.

Il reste que cette première expérience doit être porteuse des réussites à venir et pouvoir justifier pleinement son nom de festival de la **création** bretonne.

Cette année, il n'y avait pas de véritable création, on avait regroupé des œuvres connues pour leur qualité mais déjà jouées. Il faudra provoquer à l'avenir les conditions de cette création.

L'éclatement vers les quartiers pourrait également être amélioré (il n'y eu cette année que de petites ou courtes animations et encore on restait près du centre historique!)

C'est dans ce but que les élus UDB proposent la création d'un prix qui récompenserait une nouvelle œuvre, de bourse qui aiderait sur une durée précise, un projet à aboutir. Il en existe bien un en peinture, domaine combien plus élitiste.

Voilà aussi qui justifie pleinement le poste d'agent de développement culturel breton que l'UDB a demandé à Rennes. La culture bretonne ne doit pas sortir de l'ornière seulement 10 jours dans l'année. Puisse le succès de ces premières « Tombées de la nuit » faire cheminer l'idée dans l'esprit de nos partenaires municipaux.

(Cellule UDB de Rennes, Bourg
l'évêque)

1977: 1 école
1978: 5 écoles
1979: 10 écoles
1980: 15 écoles et le primaire à la rentrée.

Si Diwan connaît un tel développement, c'est parce qu'il répond à la fois à un besoin et à une expérience.

Reun l'Hostis explique ici les motivations et le fonctionnement d'une organisation qui a quitté la marginalité.

En 1870 a lieu la première pétition déposée à Paris par des notables bretons, en faveur de la langue bretonne et signée: Charles De Gaulle (il s'agit ici du grand-oncle qui était celtisant et non du «Grand Charles» comme certains pourraient le croire...). Depuis, des centaines de pétitions furent diffusées, des projets de lois (19), des manifestations, des bombes, des déclarations... en breton, en français, rien n'y fit. Et puis les Bretons bien que de réputation «butés», après s'être heurtés à un mur durant 100 ans, décident de faire demi-tour, de ne plus s'adresser à Paris, mais de s'adresser à eux mêmes. Et c'est ainsi que fut créée Diwan il y a 3 ans en 1977.

«Diwan», une organisation sans pareille

Problème: Comment créer des écoles lorsqu'il n'y a pas d'argent pour acheter les locaux, équipements, payer les enseignants, les surveillants de cantine, etc? Comment créer des écoles lorsqu'il n'y a pas de pédagogie claire, que les livres n'existent pas en breton? Comment créer des écoles lorsque l'on veut qu'elles soient: Laïques, Gratuites, Ouvertes à tous?

Solution: C'est très simple (apparemment), il suffit de partir du principe que le peuple breton existe, qu'il tient à sa langue sans le savoir, qu'il est prêt à soutenir ce combat comme il l'a déjà fait depuis 100 ans. Il suffit d'affirmer que les jeunes chômeurs bacheliers ne sont pas aussi pourris qu'on veut bien le dire et qu'ils peuvent faire d'excellents enseignants. Il suffit de rassembler au sein d'une même organisation: enseignants, parents d'élèves et représentants de comités de soutien et exiger que la tolérance soit le ciment de la solidarité. Cette organisation fonctionne depuis 3 ans ainsi. Des écoles existent à Portsall, Taries, St-Pol-de-Léon, St-Thégonnec, Brest, Plomelin, Pont l'Abbé, Lorient, Rennes, Nantes, Lannion, Auray, Huelgoat... 20 projets sont en cours et se réaliseront dès que l'argent sera suffisant. Diwan aujourd'hui compte 23 salariés (21 enseignants et 2 permanents), à la rentrée il y aura 28 salariés, et Diwan ne cessera de créer de nouveaux emplois, ce qui n'est pas si courant en Bretagne depuis quelques temps. Le budget de Diwan: 1977: 70.000 F, 1978: 28.000 F, 1979: 800.000 F, 1980: 1.600.000 F. La particularité de Diwan, ce sont ses comités de soutien. Il en existe plus de 30, regroupant parents et sympathisants qui organisent chaque mois: festou-noz, spectacles, manifestations, festivals, kig ha farz, tombola, etc... ici l'imagination est mise en pratique et ne reste pas au niveau du rêve. Des centaines de Bretonnes et de Bretons par conviction ou par des motivations personnelles se dévouent chaque mois pour assurer le



Reun L'Hostis (à droite), avec Fañch Morvannou

développement de ce combat culturel qui n'aura de fin qu'avec la reconnaissance officielle du breton comme langue véhiculaire dans toutes les instances de la vie publique. Ces comités de soutien sont l'expression d'un sentiment collectif que l'on ne rencontre que dans les coopératives agricoles en Bretagne, lorsqu'il s'agit de défendre un patrimoine collectif et non des intérêts individuels.

Diwan demande à disparaître

Pas n'importe comment, rassurez-vous! Comme le dit la Charte de Diwan: «Diwan existe du fait des carences d'une Education Nationale ne donnant pas sa place à la langue bretonne, mais réclame la prise en charge de ses écoles dans un service public d'enseignement démocratique et renouvelé en Bretagne permettant l'utilisation du breton comme langue véhiculaire de la maternelle à l'université dans tous les domaines de l'enseignement».

Vous l'avez lu, nous demandons à disparaître lorsque ces conditions seront réunies. Aussi, camarades enseignants de l'Education Nationale ou du Privé, aidez-nous à réaliser ces conditions au plus tôt, travaillez à nos côtés et non contre nous. En attendant nous, nous existons, comme les mutuelles qui permettent à l'ouvrier de se soigner en attendant le «grand jour» ou la médecine sera gratuite. Nous existons, comme le secours populaire français existe; pour sauver la vie de notre langue qui meurt un peu plus chaque jour (7000 décès de bretonnants chaque année...). Nous avons assez revendiqué, marché, crié quémandé, aujourd'hui, nous sommes en état de légitime émancipation.

Les structures que Diwan s'est donnée montrent bien le double aspect qui

OU EN EST DIWAN ?

caractérise l'association: démocratie et efficacité: Diwan est une confédération regroupant les fédérations d'écoles du Léon, de Cornouaille, du Vannetais, du Trégor, du Pays de Nantes, et du Pays de Rennes. Le Bureau confédéral est élu pour un an à chaque congrès.

Au cours du congrès de juin 1980, ont été élus:

Président: Reun l'Hostis
Vice-président: Yvon Abiven
Secrétaire: J.-M. Brannellec
Trésorier: A. Lavanant
Secret-Adjoint: A. Le Marchand
Trés-Adjoint: Y. Le Merdy

Le Comité Directeur se réunit toutes les 6 semaines comprenant un représentant des parents de chaque école, 1 représentant pour 5 salariés, et 2 représentants des Comités de soutien.

Diwan: la promotion d'une pédagogie de qualité

L'effort consenti par les parents de Diwan, les Comités de soutien, les 6000 personnes qui versent régulièrement de l'argent à Diwan ont permis de gagner une première étape, celle de la confiance. Aujourd'hui, on peut affirmer que de tous horizons politiques, le soutien arrive, de tous horizons sociaux, culturels, viennent les témoignages de solidarité. Mais nous voulons aller plus loin encore, nous voulons un enseignement de qualité. Pour ce faire, nous avons décidé au cours de notre dernier congrès deux grandes orientations: 1) pourvoir nos écoles en moyens pédagogiques modernes. 2) favoriser et

perfectionner l'utilisation de la langue bretonne à l'intérieur et à l'extérieur de l'association. Ainsi par exemple chaque école sera pourvue d'un ensemble vidéo-cassette en plus de l'allocation mensuelle de 500 F attribuée à chaque classe (classes dont le nombre d'élèves est limité à 15 élèves). Chaque fédération a sa commission pédagogique, chaque école son conseiller en langue bretonne...

«Oaled Diwan» le patrimoine de Diwan cette année

80% des parents adhérents à Diwan ne connaissent pratiquement pas ou peu le Breton or il est évident que pour assurer un équilibre affectif chez l'enfant, entre l'école et le foyer, il ne faut pas qu'il y ait rupture culturelle. Afin d'améliorer l'étude de la langue chez les adultes; Diwan vient d'investir dans un projet qui fera date dans l'Histoire du mouvement bretonnant. Diwan devient propriétaire. A Trégolnou dans le Léon, Diwan vient d'acquérir une ancienne école privée (terrain: 4000 m², 1000 m² habitables) afin d'y créer un foyer culturel où la langue bretonne aura la place privilégiée évidemment. Pour l'achat de cet édifice et pour les transformations il a été créé une S.C.I. (Société Civile Immobilière) dont le principal actionnaire est Diwan, et dont les parts de 100 F sont à la disposition de chacun désirant œuvrer avec nous pour nos droits culturels légitimes. OALED DIWAN pourra accueillir en permanence à partir de 1981: 50 personnes en pension complète (150 personnes l'été en camp de toile) en chambre individuelle ou à 2 ou 3 personnes. Des salles d'études, de détente, de projection, 1 laboratoire de langue pour 15 personnes, un atelier d'arts plastique etc... Bref un ensemble culturel qui n'aura rien à envier aux outils les plus modernes, indispensable lorsque l'on mène un combat comme le nôtre, et que l'on veut le gagner.

Nous savons qu'aujourd'hui 80% des parents interrogés dans les écoles publiques souhaitent en Basse Bretagne, que leurs enfants apprennent le Breton. Malgré cela, rien n'a été fait pour répondre à ce besoin et ce n'est pas les quelques miettes qui nous sont octroyées par le Charte Culturelle qui risquent d'améliorer l'enseignement du Breton (la subvention octroyée à Diwan: 6% de son budget, la plus faible de toutes proportionnellement au nombre de salariés). Et pourtant, Diwan devrait être l'affaire de tous, de tous les Bretons, Diwan est indépendant par rapport à tout parti politique. Diwan doit être l'affaire de tous les vrais démocrates qui se soucient d'abord de l'Homme dans sa dimension collective et individuelle, avant l'intérêt abstrait et froid du parti ou de la Nation.

Vous qui souhaitez un peu d'honnêteté en cette période troublée, vous qui désirez bâtir les fondations d'une société bretonne solidaire ou chacun pourra choisir de vivre au Pays en Breton, apportez votre confiance à Diwan afin que la jeunesse qui a germé aujourd'hui apporte à chacun, demain, sa moisson de liberté.

Reun l'Hostis.



Youenn Gwernig...

Avec ses disques précédents et ses passages en public, Youenn Gwernig nous avait habitué à une certaine qualité. Avec la sortie, très attendue, de son troisième album, nous ne sommes pas déçus cette fois encore. Bien que le style mélodique soit un peu différent du précédent, une certaine unité musicale règne tout au long du disque. D'autant plus que Youenn Gwernig a su s'entourer d'excellents musiciens, comme Gildas Beauvir, Christian Desbordes, et Fanch Bernard, l'ancien accompagnateur de Glenmor. De plus, il a donné une place nettement plus importante à ses filles, Guenola et Mari-Loeiza. Nous n'avons d'ailleurs pas à la regretter, pour le plaisir de l'écouter. Leurs voix très claires et sensibles, s'harmonisent parfaitement avec celle du grand Youenn, et elles apportent encore plus de richesse à la beauté des textes.

En ce qui concerne ces derniers, nous retrouvons là le grand poète qui sait si bien, et avec quelle simplicité, nous raconter son pays, et l'amour qu'il a pour lui. Au travers des inflexions tendres de sa voix, on sent

pointer la communion entre les diverses cultures qu'il a rencontrées, et qu'il a su retransmettre de façon simple, parfois émouvante, souvent chaleureuse, tout au long de ses vers, et des rythmes variés. Quelle émotion, mêlée de tristesse, dans «El Barrio?» Comment dire toute la tendresse que l'on sent dans la voix de Youenn Gwernig dans «Me garfe». Entendre les voix en parfaite harmonie de ses filles dans «Chaleur», dans «Horses of the sea» ou dans «Spring», est un véritable délice.

Domage que l'interprétation de «Identity» soit plus fade, et moins enlevée que lors du précédent enregistrement. A signaler la couverture de la pochette, qui, si elle fait preuve d'originalité, n'est pas des plus esthétiques.

En définitive, un excellent enregistrement qui nous laisse sur notre faim pour le prochain. Et pourquoi pas un enregistrement de Guenola et Marie-Loeiza?

Philippe Cousin.

IMPRIMERIE CENTRALE

6, rue Faidherbe

56 LORIENT

Tél. 21.11.46



CRÊPERIE DU ROY GUINGAMP

SPÉCIALITÉS MAISON

SALON DE DÉGUSTATION

4, rue aux Blés

Tél. 43.75.36

LE SPECTACLE QUE VOUS AVEZ MANQUÉ !

DIMANCHE 31 AOUT 1980 à 14 heures
A LANGOURLA
 Challenge Christian BONNET - Ministre de l'Intérieur



disputé
par les équipes
suivantes de 11 joueurs
plus 2 remplaçants

Entrée : 10 francs

FOOT-BALL CLUB du Cabaret le Lido de Paris
 de la Préfecture de Police (13^e)
 de Saint-Godéno - Saint-Gilles - Collinée
 Merdrignac - Rouillac - Langourla

Le Challenge et la Coupe seront remis officiellement
 à l'**EQUIPE FINALISTE**

* Buvette - Galettes - Saucisses - Casse-croûtes sur le terrain *

Le service d'accueil sera assuré par des
BLUE BELLS GIRLS du LIDO *

*Dommage qu'on
 paraisse un peu
 tard pour vous
 inviter à l'animation
 culturelle imaginée
 par Georges Albert,
 maire de Langourla.*



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- le 7 septembre
 à Lanfains (22)
 Fest-nos à la ferme du Petit Village avec Sonerien ar Menez, Mardi Gras, sonneurs et chanteurs.
- le 27 septembre
 à Plouha (22)
 Fest-nos avec Mirlitantouille, Pinc et Kerbœuf, les chantous et sonneurs de Plaintel; organisé par Diwan-St-Brieuc.

(PUBLICITÉ)

LES BONNES ADRESSES DE L'ARTISANAT :

**AU MILIEU DES ALIGNEMENTS
 DE KERMARIO A CARNAC**

50 Artisans de Bretagne exposent
 tous les jours de 10 h. à 22 h.

Poterie - Tissage - Cuir - Bougies - Granit
 Fer Forgé - Peinture - Soie - Aquarelles - Bijoux
 Verre Filé - Sculpture - Peaux, etc...

Art et Musique
 Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
 Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
 de musique

Galerie : Le Bonhomme
 Encadrement
 31, rue du Pont
 PONTIVY

Oeuvres originales de
 nombreux artistes à votre
 disposition

**LA GRANGE
 MAISON DE L'ARTISANAT**

CLAUDIE
 stages initiation et perfectionnement
 Rue des Menhirs - ERDEVEN 56410
 Téléphone : 52.50.50

L'ARTISANAT
 Tissage - Sculpture
 Poterie et divers

Madame RONCO Sylvie
 16, rue Saint-Salomon - 5600 VANNES
 Téléphone : (97)54.35.18

JEAN-CHARLES GICQUEL
Gwenn
 Porcelaines blanches

7, Avenue Victor-Hugo - VANNES
 Téléphone : 47.31.38

GALERIE DES MONTS D'ARRÉE
 Rue de l'Argoat - 29237 SIZUN

Artisanat d'Art
 Lampes Celtiques - Sculptures bretonnes
 Pizzeria au feu de bois

Loïc et Myriam
 de Penhouët
 peintures à la main

Artisanat d'art
 18 rue du Pouly, Huelgoat 29218 - tél. 99.76.00

" Aux Artisans Potiers "
 Grand choix de poteries artisanales
 Grès d'art - Pieds de lampes
 Abat-jour laine et vessie
 Garantie fait main
 Grand choix de grès utilitaire, etc...

LE PORT - CANCALE

L'OEIL DE « SELLIT »



Marée noire. La pollution du Tanio. La protestation des Bretons à Paris, mars-avril 1980. Photographies, SELLIT

« **P**OURQUOI faut-il qu'une chose aussi horrible donne d'aussi belles images? » Cette réflexion, entendue voici deux ans, au temps de l'« Amoco-Cadiz », mérite qu'on s'y arrête. Si l'on peut discuter de la beauté réelle, dont les critères sont éminemment subjectifs, des images de bidasses pataugeant dans l'immonde chose visqueuse, il est vrai que les dernières marées noires ont été l'occasion d'une véritable vague de création photographique, dont l'ouvrage de SELLIT, auxquels ont collaboré de grands noms de la photographie bretonne, offre un nouvel exemple.

Il s'agit d'un album en noir et blanc de 59 pages, dont le sujet est assez clairement indiqué plus haut. La photographie est parfois considérée avec dédain comme un art mineur, et la loi elle-même ne lui accorde qu'avec une certaine réticence la protection qui s'attache aux diverses « œuvres de l'esprit ». Les photos de marée noire ne seraient-elles donc qu'un simple constat,

qu'un enregistrement mécanique du désastre, destiné à servir de pièces à conviction pour un futur procès à l'encontre des responsables ou d'archives destinées à empêcher qu'un jour l'on oublie?

Ne seraient-elles que cela qu'elles seraient déjà fort précieuses, mais tel n'est pas le cas, et de loin. « Sellit ». « Regardez ». C'est cette invitation pressante qui sous-tend toute la démarche de l'ouvrage. Regardez l'incroyable, regardez ce qui s'est pourtant produit, regardez ce que les notables et les puissances d'argent veulent occulter et qu'ont irréfutablement enregistré pour toujours des hommes dont le regard est le métier.

Un regard qui n'est pas neutre, un regard de révolte, mais un regard qui sait voir et faire voir ce que la réalité a, parfois de plus outrageant ou de plus dérisoire. Ainsi cette inscription « Crêpe show » (Bécassine et crêpes dentelles?) apparaissant au fronton d'un commerce, dans une rue parisienne barrée par un cordon de CRS, arme à la bretelle, face aux élus bretons. Ainsi, cette autre image d'un élu breton, assis, découragé, sur un « haricot » de carrefour près de la gare Montparnasse. Derrière lui, deux fois le mot « Bretagne », désignant un bar et un cinéma. La plus grande des deux

inscriptions est marquée par le « M » d'une station de métro, qui paraît plutôt être en la circonstance l'initiale d'un autre mot. Photo symbolique, comme celle de ce bidasse, présentant, dans l'attitude réglementaire, sa pelle en guise d'arme. Dérision. Dérision comme ce cadavre de macareux gluant de pétrole, gisant sur le pavé parisien aux pieds d'une haie de flics dont on ne voit que les chaussettes à clous et les pélerines, aussi sombres que le mazout et contrastant avec le ton clair des cirés des manifestants. Deux camps, deux mondes. Le pavé seul est gris. Terrain neutre? Voire.

Impossible de continuer. Impossible de glaner ainsi sur toutes ces images, dont certaines représentent un tour de force technique (les fous de Bassan p. 29) mais dont toutes témoignent d'une même acuité à saisir le révoltant ou l'insoutenable du dérisoire des moyens mis en œuvre, la chaleur humaine du groupe de manifestants bretons et la brutalité de l'accueil qui leur fut réservé. Et mille autres choses encore. Regardez. Au-delà des mots, parce que directement les images parlent au cœur, regardez, et vous aurez beaucoup appris et beaucoup compris.

J.L.F.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Bretons du pays Nantais

Je suis heureux d'apprendre qu'une quinzaine pour l'unité administrative de la Bretagne va avoir lieu dans le pays tout entier avec, comme point d'orgue, la manifestation du 18 octobre à Nantes.

A ce sujet, et comme manière de symbole, il serait souhaitable qu'elle aille faire un tour devant les studios FR3 à Beaulieu. Le haut lieu de l'information régionale téléguidée de Paris couvre, en effet, la fameuse région des Pays de Loire créée par Pétain. Une région bâtarde, sans âme, dont la Loire n'unit pas mais sépare les composantes. Cette région fantôme est entérinée, cependant, par tous les « prêtres journaliers » de la presse locale ou régionale et par tous les « benî oui oui » du coin.

A nous, Bretons du pays nantais, ils nous dispensent donc de l'information culturelle régionale et de quelle information. Ils veulent, sans nul doute, nous civiliser pour perpétuer les grandes traditions de l'état parisien.

Aussi, à nous toutes les niaiseries de la ville phare du marché, à savoir: chassons le gaspi, le dernier gagnant du podium France Inter « qui chante quoi » avec un magnifique microsillon 45 tours souple (Sacha Distel ou Sardou au choix...), la température de l'eau à Pornic, un tournoi de tennis (à la mode n'est-ce pas ?) chez les Dupont la joie de la Baule.

Dites-nous, en quoi un chien écrasé au Mans peut-il intéresser un habitant de la Guéméné Penfao (mais c'est où ça !) en quoi le dernier bal musette de Laval intéresse un paludier de Guérande ?

Nous sommes lassés et exaspérés par toutes ces fadaïses bien parisiennes. A FR3, chez les biens pensants et les biens obéissants, le nom de Bretagne est toujours soigneusement évité mais par contre, les mots « Pays de Loire » nous sonnent aux oreilles tellement ils sont employés à tout bout de champ !

C'est sans doute pour donner une conscience régionale aux habitants de la Roche S/Yon, de Laval, du Mans ou de Piriac !

Au pays nantais comme au pays de Retz, Bretons nous sommes et Bretons nous resterons, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse.

Nous ignorons cette région artificielle car nous savons les bas motifs pour lesquels on veut nous faire oublier notre passé. Mais il est dangereux et maladroit (la maladresse est un art de gouverner chez tous ces technocrates) d'abuser et de provoquer autant un peuple !

Notre mémoire nous est fidèle malgré les lavages de cerveau de l'état français

entretenu, à présent par l'état giscardien. Le Château des Ducs (de quoi au fait ?) comme le disaient les bonimenteurs et les notables locaux est là pour témoigner de notre histoire.

Il s'agit de défendre notre identité et notre dignité, cela sans racisme aucun.

G.Y., Nantes.

Déceptions et espoirs de l'été

J'ai lu dans votre numéro de juillet la lettre d'un émigré qui m'a beaucoup touchée comme je pense qu'elle a dû aussi en toucher d'autres.

Il disait que le Peuple Breton était son moyen de contact avec son peuple et je dois dire que c'est un peu pareil pour moi. Je viens de terminer mes études et passe mes dernières vacances dans une « pseudo-Bretagne à touristes ». Il est en effet navrant de voir qu'une patrie si fière se trouve ainsi envahie de gens ne parlant pas sa langue mais un cafouillage de langues de toutes sortes, qui s'amènent dans les festou-noz pour danser des « danses de sauvages » pour reprendre leurs propres termes et de les voir s'agiter en tous sens sans vouloir essayer de suivre au moins ceux qui savent, pour venir en pull marin se bourrer de crêpes dans les kermesses... Non, tout ça finit par être écœurant surtout quand on sait que si l'on veut revenir au pays, il n'y a que dans cette période là qu'on peut le faire. Il y a quand même eu une étoile pour nous redonner espoir, ce fut Alan Stivell qui jouant pour la première fois sa symphonie Celtique à Lorient, nous donna l'espérance d'atteindre un jour un monde idéal...

Mireille Langlet, Cholet.

Sur une fermeture

A Rennes, les imprimeries réunies ferment.

Située rue de Nemours, cette coopérative ouvrière fondée en 1910 devait employer à son apogée jusqu'à 110 personnes: services typo, lino, lithographie et offset. Comme toutes les imprimeries Rennaises, elle faisait

des travaux dits de ville mais aussi de l'édition et des journaux.

Suite à un laissé aller complet de la part de la direction, cette imprimerie dont les ateliers étaient très vastes (10.000 m²) (1 ha) coulait lentement un déclin qui annonçait une mort prochaine. Elle vient de fermer ses portes, entraînant trente personnes au chômage. Cette imprimerie employait aussi 3 apprentis par an, taillables et cornéables à merci pendant leur contrat qui, il n'y a pas si longtemps avait une durée de 5 ans. L'ancien directeur coule aujourd'hui une retraite paisible dans une superbe maison en granit dans la région de Montfort-sur-Mer. Un ancien apprenti.

J.M. Morin, Paris.

Algérie: les kabyles pas d'accord...

Je suis très étonné de lire, dans le P.B. de juin, certains propos sur l'Algérie, la Kabylie et les minorités. En ce qui concerne le défunt Président, je ne pense pas à ma connaissance qu'il ait été dans les maquis pendant les sept années de guerre. Ces messieurs ont préparé la fin de la guerre hors des frontières algériennes, pour venir régner sur l'Algérie, en maîtres et au nom de la Démocratie, parlons-en, de la Démocratie en Algérie. On ne tolère aucun autre parti politique autre que le FLN. Les Algériens n'ont pas le droit d'avoir une critique sur le régime actuel (un seul syndicat, l'U.G.T.A.).

Les lenteurs de l'administration, le marché noir, les douaniers, les policiers, les préfets, les commissaires qui font la loi à leur façon, etc...

Tout ça je l'ai vécu au nom de la Démocratie Algérienne. Le défunt président avait été élu à 99% (chose impossible). Une fois l'ancien président décédé, qui a choisi l'actuel président ? Il n'a pas été élu par le peuple. L'Algérie ce n'est pas ceux qui sont à la tête du gouvernement ou ceux qui le servent, ce n'est pas la rue Larbi Ben Mehedi ni la rue Didouche Mourad (style champs Elysées). L'Algérie c'est 18.000.000 d'habitants avec leurs cultures, leurs problèmes; il faut regarder comment vit la population à l'intérieur du pays.

Oui, il est exact que la production et la distribution est insatisfaisante, on ne peut pas acheter ce que l'on veut en Algérie, manque de lait pour les enfants, de médicaments, de produits alimentaires indispensables, mais ces messieurs de la Bourgeoisie qui ont toujours le ventre plein ne souffrent pas de tout ça.

En ce qui concerne les Kabyles, il est exact que la majorité des habitants de l'Afrique du

Crêperie Jean-Pierre SINOU

18, rue de la Gare - 29114 BANNALEC - Tél. 96.81.37

CRÊPES A EMPORTER ET DÉGUSTATION - MIDI : tous les jours sauf dimanche et lundi
SOIR : samedi et dimanche - EN SAISON : tous les jours sauf dimanche midi et lundi



dans le reste de l'Afrique, on peut toujours en discuter. Radio, Télé, journaux, etc... informations nationales sont en arabe, et en français.

Je compare le problème Breton-Français au problème Berbère-arabe, très proche. De temps en temps, une chanson Kabyle mais rien de plus...

BK, Rézé.

Groupe culturel breton des pays de Vilaine, couronné chaque année par la Bogue d'or, a déjà porté de nombreux fruits; bien sûr, la Bretagne galloise attend son Gilles Servat mais Jeannette Maquignon et Joséphine Billy n'ont rien à envier aux sœurs Goadec, tandis que «les Postouères», les «chanteurs de Loudia» ou Bourdin et Dautel font danser avec autant d'entrain que les chanteurs de Kan-ha-diskan.

La littérature galloise n'a pas encore donné d'œuvres anticolonialistes mais les poèmes en gallo de Jacqueline Henry-Rebours sont déjà, au même titre que les textes de Paul Keineg ou d'Angela Duval, «des armes chargées de futur». Dans le domaine audiovisuel, certains attendent toujours, avec de moins en moins d'espoir, il est vrai, que le gouvernement tienne les promesses qu'il a faites dans le préambule de la charte culturelle en matière de radio et de télévision mais le diaporama réalisé par le centre d'Action Culturelle de Saint-Brieuc répond de manière originale au montage de Félix et Nicole Le Garrec sur la langue bretonne. Précisément, la projection jointe de ces deux produits audio-visuels lors de soirées information-débats organisées depuis un an, tant en Bretagne que dans le diaspora, a bien montré que bretonnants et gallois ont tout à gagner à joindre leurs voix et leurs forces. C'est la raison pour laquelle les amis du parler gallo ont décidé, lors de leur dernière Assemblée Générale qui s'est tenue en juin dernier, de rejoindre le Front Culturel progressiste breton.

Gilles Morin,
Président des Amis du parler Gallo.

P.S.

Bravo d'avoir signalé à vos lecteurs (P.B. n° 197 p. 17) le changement de format et de contenu de notre revue Le Lian (qui vient de consacrer son septième numéro à la musique galloise et à l'écriture du gallo). Le Lian — Amis du Parler Gallo. BP 48. 22190 Plerin.

Du côté de la culture galloise

Le panorama de la Bretagne culturelle présenté par J.G. (n° 200 p. 7, 8 et 9) a d'autant plus retenu l'attention des militants gallos qu'il commençait, sur une demi-page, par une belle photo d'Yvon Boëlle prise durant les éliminatoires 77 de la Bogue d'Or à Saint-Abraham; cependant, il m'a fallu lire très attentivement cet intéressant dossier pour y trouver les 5 lignes (sur 343) consacrées au renouveau gallo. Certes, l'auteur a eu raison d'insister sur l'émergence récente d'un théâtre en gallo ayant rompu avec les traditionnelles demandes en mariage et bagarres de conscrits mais c'est presque dans tous les domaines culturels que la Bretagne galloise affirme aujourd'hui son identité, ainsi que viennent de le prouver les secondes Assemblées Galloises de la Hunaudaye.

Dans le domaine linguistique, la commission graphie unifiée des «Amis du parler gallo» travaille en liaison avec les animateurs de «Maezoe» et de «Vantys» pour défendre plus efficacement le gallo. Dans les festou-noz, ou riguedau, les hauts-bretons dansent maintenant sans complexes leurs danses alors que des groupes comme «La Mirlitantouille» expriment bien la nouvelle musique galloise. Dans le domaine de la chanson, le travail en profondeur du

Nord sont d'origine Berbère. Oui, on a embrassé librement la religion musulmane, avec quelques guerres, bien sûr! Mais puisque nous sommes des Berbères, pourquoi nous appeler les Arabes. A ma connaissance, le mot Arabe ne veut pas dire Musulman. Les Arabes sont un peuple, on n'est pas obligé d'être Arabe. Pour être musulman, même un Européen, un Asiatique, un Américain peut croire en la religion musulmane et il n'est pas pour autant arabe. La plus grande majorité des Musulmans sont asiatiques (ils n'ont rien à voir avec les Arabes). Mais je crois que, pour vous, on est obligé d'être arabe à partir du moment où l'on a adopté la religion musulmane. Vous êtes fiers d'être Arabes, nous sommes fiers d'être Berbères.

J'ai remarqué que vous avez employé trois fois le mot «réactionnaire». Tout ceux qui ne partagent pas les idées du parti FLN sont «réactionnaires»; tout habitant de l'Algérie qui réfléchit est «réactionnaire», tout habitant qui se révolte contre les injustices est «réactionnaire», tout habitant qui veut s'exprimer est «réactionnaire», etc...

Quant à la culture Berbère en Kabylie et

Foire-Exposition de Pontivy 24 au 29 Septembre

Parc de Keropert
Concours Agricoles

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON** UDB

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**P^{UDB}BL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

MEUBLES Job Ar Gou

Breton - Rustique - Style - Contemporain

Cuisines sur mesure

LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE

Route de Perros-Guirec - 22300 LANNION - Tél. (96)37.45.35

CRÊPERIE ty-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

lannion

J. ROLLAND

56460 LA CHAPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central

Tél. 74.92.95

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST Tél. 02.00.33

PEINTURE - PAPIERS PEINTS - TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS - MOQUETTE

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES ASSURÉS

(Association loi 1901)

Mutuelle Maladie - Chirurgie - Soins dentaires

100% du Ticket Modérateur

+ Indemnité Journalière Hospitalisation 60,00 à compter du 1^{er} jour

TARIF MENSUEL : Salariés 27,56 par personne - Trav. Non Salariés 40,08 par personne

Gratuité à compter du 3^e Enfant

Siège social : 2, rue du Docteur Le Noble 29200 BREST

Tél. 80.17.10



IMPRIMERIE LE GRAND

8-10, route de Quimper
BREST

Tél. 02.03.89



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

tél. 73.00.30

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ

CRÊPERIE « Chez Loïc »

32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83

Breiz Imprimerie

100, Rue Paul Guieysse

LORIENT

64.16.42

Astorlux

SOUS-VÊTEMENTS

TEE-SHIRTS

PULLS MARINS

QUIMPER

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman

29000 KEMPER

Pell : (98)95.45.82

KRAMPOUEZ BREIZ

Crêperie

Madame Moal

21, Place Aristide-Briand

29218 HUELGOAT - Tél. 99.77.47

HENault

Photo - Ciné



5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

UNE CHANCE POUR LA GAUCHE ?

Le ne faudrait quand même pas, sous prétexte qu'on en connaît la sauvagerie et que le même scénario s'est déjà produit vingt fois, laisser dans l'ombre les progrès de la droite fasciste dans le monde... Et un flic français nazi, ou même l'horreur de l'attentat de Bologne ne doivent pas faire oublier que, dans un nombre croissant de pays, c'est l'état lui-même qui organise la terreur d'extrême droite. Le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Salvador, n'ont guère de place à la une des journaux et pourtant le sang y coule chaque jour, et chaque semaine l'appareil noir organise et conforte les mécanismes de son emprise. En Bolivie même, le dernier coup d'état est présenté comme gentille folklorique, dans le style Tintin et Milou, alors qu'il a sans doute gravi quelques degrés de plus dans la terreur. Ce sont bien les partisans de Garcia Meza qui ont imaginé de bourrer la bouche des opposants avec de la poudre avant de les faire sauter...

Bien sûr, cette arrogance de l'extrême droite, correspond à de nouvelles méthodes de l'impérialisme; elle n'est rendue possible que par le renforcement, un peu partout dans le monde, d'une droite musclée, plus civilisée, certes, mais tout aussi sûre d'elle. Dans bien des cas, le choix à gauche n'existe pas (ou plus) et on ne voit aux prises qu'un centre marécageux avec une droite qui ose dire son nom, et qui proclame maintenant ses objectifs bien clairement. Avec, d'ailleurs, des chances non négligeables de l'emporter, quand ce n'est déjà fait. Ainsi Ronald Reagan, champion de la réaction, au sens précis du terme, et qui n'a pas craint de réhabiliter « l'action » des Etats-Unis au Viet-Nam. Ainsi les « faucons » israéliens, maintenant bien assis au pouvoir avec l'aide des Américains et de Sadate et qui proclament à la fois, Jérusalem capitale définitive et leur volonté d'attaquer, même en l'absence de guérilla, les camps palestiniens.

Quelles sont les possibilités de la gauche dans la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher? Dans une Allemagne où le duel est entre le centre de H. Schmidt et la droite de Strauss? Et quelles chances pourrait-elle jouer même en Suède ou au Portugal? Ce qui guette plusieurs états européens, c'est tout bonnement l'impossibilité, pour de longues années, d'une direction de gauche.

La France en est-elle à ce point?

Le pouvoir apparaît bien en position de force; le pouvoir est sûr de lui. Dans l'électronique, dans l'automobile, dans les conserveries, pour prendre trois exemples bretons, il « restructure » sans trouver trop d'opposition. Barre peut, sans trop de casse, confondre autorité et autoritarisme. Les règles dites nouvelles passent aussi dans l'agriculture, où les crises, jadis naturelles, deviennent maintenant profondément artificielles avec un but avoué: l'élimination des plus faibles.

Même assurance en matière idéologique avec la loi Peyrefitte, la main-mise quasi-absolue sur les médias, le consensus obtenu sur la force de frappe, le nucléaire imposé...

Seulement cette assurance est fragile et force est de reconnaître que ce qui la fonde principalement, c'est la

faiblesse de l'opposition... La droite, en France, c'est l'incapacité de la gauche qui lui sert de bouée de sauvetage. Comment comprendre, sans cela, la persistance d'un régime qui ne se contente pas de pratiquer une politique antipopulaire mais qui, de plus, traîne à son passif une longue série de scandales dont il n'aurait jamais dû se remettre? Des diamants de Bokassa au suicide de Robert Boulin, c'est la « République des Casseroles » qui s'est implantée. Seule la division des Etats-Majors de la gauche, par l'absence de perspectives qu'elle entraîne, lui permet de se maintenir en place. Et avec quel aplomb!

Car, à gauche, on ne voit poindre à brève échéance aucun espoir réel. Entre un PS englué dans ses débats internes et un PC dont les visées sont au-delà du printemps prochain, Giscard peut manœuvrer à l'aise et continuer à enfoncer quelques coins.

Alors, dans ce conteste mondial inquiétant, dans cette situation politique française bloquée, peut-on se contenter d'appels à l'union à la base qui risquent de tourner à l'incantation? En Bretagne, que ce soit dans le domaine de la pêche, ou dans celui de l'agriculture, on en est au stade du désespoir. Dans bien des industries, à celui de l'inquiétude profonde...

Chez nous il y a urgence, l'attente n'est plus de mise. Il nous faut faire en sorte que la Bretagne soit un point fort de la résistance du pouvoir giscardien.

L'UDB, pour sa part, entend y participer pleinement. En continuant à prendre part activement aux luttes populaires — pour la préservation de l'emploi, contre la centrale de Plogoff... En organisant aussi, le 20 septembre, un rassemblement à Carhaix, au cœur de ce Centre-Bretagne à l'abandon qui est comme un concentré du problème breton tout entier.

En prenant part également au combat électoral, et même aux sénatoriales. Les quatre femmes que l'UDB présente dans le Finistère témoigneront à cette occasion de la volonté de notre formation, de combattre à la fois le sort attribué à notre pays et les solutions sclérosées que certains proposent en guise de remède.

Enfin les présidentielles sont toujours à l'ordre du jour, en dépit des difficultés d'une loi électorale qui n'a rien à envier à celle des européennes! Dans nos discussions avec les représentants des autres peuples minoritaires de l'hexagone, c'est Herri Gourmelen que le bureau politique de l'UDB a décidé de présenter à la candidature.

Si cette tentative se concrétise, nul doute qu'un pas important sera franchi dans la lutte — ne serait-ce que pour leur reconnaissance — des peuples opprimés de l'état français.

UDB